

La rubrique

DES PATRIMOINES *de Savoie*



La Grange batelière,
Abbaye de Hautecombe.

La rubrique des Patrimoines de Savoie

Numéro vingt

Conseil général de la Savoie

Conservation départementale
du Patrimoine
Hôtel du département, BP 1802
73018 Chambéry cedex
Tél. (00-33-4) 04 79 70 63 60
Fax (00-33-4) 04 79 70 63 01
E-mail cdp@cg73.fr

Directeur de la Publication
Jean-Pierre VIAL

Rédacteur en chef
Philippe RAFFAELLI

Crédit photographique

Jean-François Laurenceau, CDP
(couverture)

Jean-François Laurenceau, CDP
(page 3)

Jean-François Laurenceau,
Philippe Raffaelli, CDP
(pages 4 et 5)

Vanessa Demange,
mairie d'Avrieux,
Manuelle Vêran-Héry
(pages 6 à 8)

Photothèque des Musées d'art
et d'histoire de Chambéry et
photothèque CDP
(pages 9 à 11)

Jean-François Laurenceau, CDP
(pages 12 et 13)

Jean-François Laurenceau, CDP
(page 14)

Musée Faure
(page 15)

Alain Bexon
(pages 16 et 17)

Photothèque CAUE de la Savoie
(pages 18 et 19)

Manuel Lasnier
(pages 20 et 21)

Jean-François Laurenceau, CDP
(pages 22 et 23)

Archives départementales
de la Savoie et

Archives départementales
de la Haute-Savoie
(pages 24 et 25)

Photopassion,
Espace Alu,
Musée de l'Aluminium
(page 26)

Réalisation le cicero

Dépôt légal 4^{ème} trimestre 2007

Tirage 2800 exemplaires
ISSN 1288-1635



La rubrique

Le dernier trimestre de l'année 2007 est riche d'une actualité prometteuse pour le devenir du patrimoine en Savoie.

Les Journées européennes du patrimoine, les 15-16 septembre, malgré un soleil et une température qui incitaient à la promenade en montagne, ce sont 18500 personnes qui ont fréquenté les 57 sites traditionnellement ouverts à la visite. Cette année a marqué une innovation avec 30 sites supplémentaires qui ont accueilli le public sur le thème du développement durable. Ce rapprochement du patrimoine historique et du développement durable s'imposait tant les fondamentaux de ces deux politiques sont identiques : l'impératif d'une action à la fois immédiate et soutenue à long terme, alliant rigueur scientifique et attention aux demandes des habitants.

Après 13000 visiteurs au cours de l'été et 29000 spectateurs aux concerts des Estivales, ce sont 3400 personnes qui ont visité le Château des Ducs de Savoie lors des Journées européennes du patrimoine, 1500 autres profitant des concerts de carillon des Campagnes internationales. Cet intérêt jamais démenti pour ce site majeur incite le Conseil général à engager avec détermination un vaste programme de valorisation pour la période 2007-2013. Ce projet a fait l'objet d'une présentation à l'Assemblée départementale, le 3 décembre dernier.

Le 29 septembre a vu l'inauguration de la Grange batelière de l'Abbaye d'Hautecombe. En application d'une convention entre la Fondation d'Hautecombe propriétaire des lieux et le Conseil général de la Savoie, ce nouvel espace de 300 m², rénové dans le respect de son histoire et de la vocation monastique de l'Abbaye, pourra dès la saison 2008 accueillir des expositions et des manifestations culturelles.

Le 5 octobre a été inauguré le Centre d'interprétation du patrimoine fortifié, établi dans la Redoute Marie-Thérèse sur la commune d'Avrieux. Cette première rénovation accessible au public est le début d'un vaste programme de préservation et d'ouverture au public des Forts de l'Esseillon. Il devrait se poursuivre, à la Redoute Marie-Thérèse elle-même dont l'aménagement n'est pas achevé, mais aussi sur la commune d'Aussois, autour des Forts Marie-Christine et Victor-Emmanuel.

Enfin, le 30 novembre, a été inauguré le Musée de l'Aluminium à Saint-Michel-de-Maurienne : cette remarquable réalisation muséographique a une vocation touristique et éducative, au regard de l'histoire industrielle de la Savoie et de la Maurienne en particulier.

Le Château des Ducs de Savoie, l'Abbaye d'Hautecombe, les Forts de l'Esseillon, auxquels s'adjoindront demain peut-être, si les discussions et études en cours se concluent favorablement, le château de Miolans et le site du Petit-Saint-Bernard : l'engagement du Conseil général de la Savoie pour la valorisation du patrimoine s'appuie désormais sur une politique affirmée de promotion de sites majeurs. Hauts lieux historiques et spirituels, stratégiquement placés sur les itinéraires transfrontaliers, ils sont destinés à devenir des sites de référence pour l'attractivité touristique et l'animation culturelle de leurs territoires.

Jean-Pierre Vial

Sénateur

Président du Conseil général de la Savoie

Direction des Affaires culturelles

Philippe VEYRINAS
Directeur Développement culturel
Jean LUQUET
Directeur Archives et Patrimoine

Conservateur départementale du Patrimoine de la Savoie

Françoise BALLET,
conservateur en chef du patrimoine

Philippe RAFFAELLI,
conservateur du patrimoine
Jean-François LAURENCEAU,
attaché de conservation
Sandrine VUILLERMET,
assistante qualifiée de conservation
Vinciane NÉEL,
assistante de conservation
Françoise CANIZAR, rédacteur principal
Nicole DUPUIS, rédacteur
CATHERINE BOULOUFFE ET
Caroline CHABERT-LANFANT, secrétaires

ont collaboré à ce numéro ■ Françoise BALLET ■ Carine BUNEL, chargée de mission, Espace Alu, Musée de l'Aluminium, museealu.stmicheldemaurence@wanadoo.fr, 04 79 56 53 42 ■ Audrey CHAUSSEPIED-ROQUIAIS, assistante de conservation, Collections départementales de la Haute-Savoie, audrey.chaussepied@cg74.fr, 04 50 51 02 33 ■ Corinne CHORIER, attachée de conservation, Collections départementales de la Haute-Savoie, corinne.chorier@cg74.fr, 04 50 51 87 03 ■ Josette CURTIL, thèse, CRIPHA, Université Pierre Mendès-France, Grenoble, ipc.curtil@wanadoo.fr ■ Jérôme DAVIET, chargé de mission CDP ■ Vanessa DEMANGE, chargée de mission, mairie d'Avrieux, info@avrieux.com, 04 79 20 33 16 ■ Jean-François GRANGE-CHAVANIS, architecte en chef des Monuments historiques, jfjc@aeclyon.com, 04 78 52 09 99 ■ Marie-Anne GUÉRIN, élève-conservateur à l'Institut National du Patrimoine, stagiaire à la CDP, marieanne.guerin@gmail.com ■ Elodie KOLHER, conservateur du Patrimoine, Direction des affaires culturelles et du patrimoine historique de la Haute-Savoie, elodie.kolher@cg74.fr ■ André LIATARD, attaché de conservation, Musée Faure, a.liatard@aixlesbains.fr, 04 79 61 06 57 ■ Jean LUQUET ■ Yannick MILLERET, chargé de mission, CDP Savoie et Haute-Savoie, yannick.milleret@cg74.fr ■ Vinciane NÉEL ■ Philippe RAFFAELLI ■ Cédric VALET, chargé de mission, CAUE de la Savoie, caue.savoie@libertysurf.fr, 04 79 60 75 50 ■ Manuelle VÉRAN-HÉRY, architecte du patrimoine, manuelle.veran@wanadoo.fr, 04 78 81 56 30 ■

Pour télécharger *La Rubrique des Patrimoines de Savoie* en format PDF, visitez le site internet du Conseil général de la Savoie cg73.fr et savoie-culture.com

Le programme de valorisation du Château des Ducs de Savoie



PATRIMOINES

L'élaboration de ce programme est l'objet de l'installation du Conseil de valorisation, le 6 novembre 2003, par le Président du Conseil général, sous l'autorité de Jean-Olivier Viout, historien de Chambéry et actuellement procureur général près la Cour d'appel de Lyon. Le projet s'est développé en deux volets complémentaires.

Priorité donnée à l'accueil du public

Cette priorité s'est traduite par la mise en place en premier lieu d'une politique d'animation culturelle, avec la reprise des expositions dans la tour demi-ronde et les Estivales du Château dès 2003 ; c'est aussi :

- un concours d'idées pour l'aménagement paysager du Château,
- un programme de libération progressive de l'espace dans l'aile médiévale (Chambre des comptes, bâtiment du Gouvernement, bâtiment de l'Intendance),
- le projet de rénovation de la Sainte Chapelle ainsi que l'étude des accès aux salles basses voisines de la tour Trésorerie,
- le projet de rétablissement du passage public avec l'ouverture de la porte Saint-Dominique permettant la liaison Ville haute-Ville basse,
- une réflexion à engager sur le devenir du Muséum d'histoire naturelle.

Ce projet s'inscrit naturellement dans la volonté du Plan tourisme départemental, plus précisément dans la thématique patrimoine du volet diversification touristique, au titre des grands sites de référence retenus par le Conseil général : la Grange batelière de l'abbaye d'Hautecombe, les forts de l'Esseillon, le Petit-Saint-Bernard auxquels pourrait s'ajouter le château de Miolans.

Restructuration des espaces dédiés au Conseil général et à la Préfecture

Ces travaux ont commencé par une remise en état des réseaux sous la Cour d'honneur, avant le traitement de la Cour elle-même (dallage ou autre). Le programme pour se développer doit désormais intégrer plusieurs facteurs :

- une réflexion sur les parkings, de manière à libérer la Cour d'honneur des voitures, en tenant compte des difficultés rencontrées par le projet initial d'une extension du parking public du Château,
 - une expertise conduite par le ministère de l'Intérieur pour mesurer la compatibilité entre les exigences de sécurité du site et l'accessibilité du public,
 - les exigences de la loi du 11 février 2005 sur l'accessibilité des bâtiments publics aux personnes handicapées ou à mobilité réduite.
- Ces réflexions conduisent à envisager l'aménagement de nouveaux espaces sous les terrasses côté Sud, derrière l'Orangerie.

Le projet de valorisation du Château des Ducs de Savoie est désormais engagé dans une phase décisive.

Il appartient au Comité de valorisation sous la présidence de Jean-Olivier Viout de proposer les orientations qui permettront de donner toute sa place à la partie médiévale pour que le Château des Ducs devienne un espace majeur de présentation, pour le public, de la culture et de l'histoire de Savoie.

Il importe de conforter la vocation administrative du Château des Ducs, consacrée par 800 ans de présence au cœur de la capitale historique de la Savoie. Cette fonction implique, comme à de nombreuses reprises dans le passé, des adaptations et modernisations de bâtiments pour répondre au mieux aux questions de sécurité et aux besoins de la Préfecture et du Conseil général.

Le respect du Monument historique est notre responsabilité collective pour la transmission de ce patrimoine exceptionnel. Cette condition impérative, vécue comme une chance dans toutes les dimensions du projet et non comme une contrainte, impose des priorités de rénovation et d'entretien ainsi que le recours aux meilleurs corps de métiers pour garantir une haute qualité de résultat.

La volonté d'accueil du plus large public au Château des Ducs de Savoie sera engagée grâce à l'étendue des espaces rendus accessibles, ainsi que la qualité et la diversité de l'offre culturelle et éducative : dans le domaine de l'Histoire de la Savoie jusqu'à l'époque contemporaine bien entendu, mais aussi dans la variété des spectacles et des présentations ou des créations artistiques. En engageant ce programme de valorisation, le Conseil général de la Savoie a choisi de porter un projet ambitieux, celui de renforcer la place privilégiée du Château des Ducs parmi les sites de référence aux yeux des touristes que nous souhaitons accueillir plus nombreux.

Débat d'orientations budgétaires 2008

Extrait du rapport du Président au Conseil général



Le public au rendez-vous, Journées européennes du Patrimoine, 15 et 16 septembre 2007, Château des Ducs de Savoie.





Les récents travaux d'aménagement de la Grange d'eau de l'Abbaye d'Hautecombe



*Détail de la nouvelle
coursive.*



*Fragment statuaire
médiéval enchâssé
dans la maçonnerie
intérieure de la grange
batelière.*

La Grange Batelière, ou grange d'eau, est l'élément le plus représentatif des origines cisterciennes de l'abbaye d'Hautecombe, classée Monument Historique sur la liste de 1875 et premier édifice protégé de Savoie, quinze ans seulement après son rattachement à la France. Les bâtiments de l'abbaye elle-même, reconstruits ou réaménagés en grande partie au XVIII^e et au début du XIX^e siècle, caractéristiques de l'architecture classique et du retour en vogue de l'architecture gothique, sont le reflet de l'histoire de la dynastie de Savoie. La grange, bâtiment simplement utilitaire, évoque avec rigueur et simplicité les activités agricoles, industrielles et commerciales d'une communauté monastique dont le rayonnement spirituel et matériel dépassait au Moyen Âge largement le cadre du Lac du Bourget.

Construite à fleur d'eau dans un écrin naturel exceptionnellement préservé à l'écart des autres bâtiments, elle voit son rôle de lieu d'échanges pérennisé par l'accueil des visiteurs et des pèlerins qui débarquent à ses pieds.

Le Conseil général de la Savoie, la Communauté du chemin neuf, affectataire et la Fondation d'Hautecombe, propriétaire, ont souhaité améliorer les conditions d'accueil de ce haut lieu avec l'aide du Ministère de la Culture, et c'est Manuelle Veran-Héry, Architecte du Patrimoine, qui a été chargée en 2002 d'une étude préalable à l'aménagement intérieur de la grange.



Vue depuis l'embarcadère : façade et nouvelle coursive.

Les conclusions de cette étude approuvée par la Conservation Régionale des Monuments Historiques de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Rhône-Alpes, ont engendré deux tranches de travaux commencés en 2005 qui viennent de s'achever sous la maîtrise d'œuvre conjointe de Manuelle Veran-Héry et de mon équipe représentée par Jean-Pascal Duménil, Directeur de projet.



*Les accès de la grange batelière
et détail des claustras.*





Les travaux d'aménagement intérieur ont eu des répercussions sur l'extérieur du monument en deux points et pour deux raisons :

- du point de vue du confort thermique, la couverture a été refaite pour permettre l'intégration d'un isolant.
- du point de vue du respect des règles de sécurité, une coursive extérieure a été créée pour permettre une évacuation complémentaire des trois cents personnes qui peuvent trouver place à l'intérieur.

Les façades n'ont fait l'objet d'aucune autre intervention en raison de leur bonne conservation et de la patine laissée par les siècles sur les différentes pierres qui les constituent.

Si l'aspect de la couverture, dont une partie des tuiles a pu être conservée et reposée, n'a été en rien modifié, la façade sur le lac s'est vue discrètement transformée par la nouvelle coursive de sécurité.

Mais cette coursive n'est « nouvelle » que par son traitement contemporain de métal et de bois qui s'inscrit exactement dans les traces évidentes qu'avait laissées une galerie primitive. Cette galerie permettait le chargement et le déchargement des denrées à partir des bateaux qui pouvaient à l'époque accoster au pied de la grange.

Les travaux ont permis qu'une étude historique et archéologique très fine soit menée par Christian Corvisier, étude appuyée par une analyse dendrochronologique des éléments de soutien en bois conservés jusqu'à nos jours dans leurs logements de pierre. Cette étude a permis d'affiner la datation de la grange, construite sans doute au XIII^e siècle et modifiée à plusieurs reprises, la galerie pouvant remonter à 1390-1393 (données Archéolabs).

En ce qui concerne l'intérieur, aucune modification du gros-œuvre n'a été réalisée, et seuls quelques éléments contemporains réversibles, en particulier un sas d'entrée abritant divers éléments techniques nouveaux, ont été apportés pour permettre un chauffage et un éclairage indispensables au déroulement des manifesta-

tions principalement culturelles dont la grange pourra devenir l'écrin.

Enfin, à la fois pour des raisons de vraisemblance historique et d'occultation, l'ambiance lumineuse de cette magnifique salle a été modifiée par le remplacement des vitraux dits, un peu abusivement, « cisterciens » qui ornaient les baies, par des claustras de chêne plus conformes à l'usage ancien du lieu.

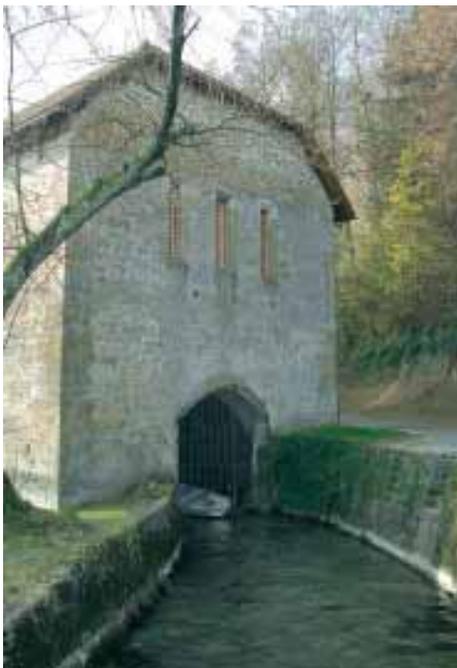
Jean-François Grange-Chavanis



La coursive : restitution contemporaine de l'ancienne galerie en bois.



L'intérieur rénové de la grange batelière : ancien entrepôt et grenette.



Ci-dessus, façade en petit appareil patinée par le temps et couverture restaurée. À gauche, canal d'entrée de la remise à bateaux.



PATRIMOINES

Redoute Marie-Thérèse, Avrieux

Ouverture du Centre d'Interprétation du Patrimoine Fortifié

Au cœur de la Maurienne, à 106 km de Chambéry, la commune d'Avrieux se niche au pied d'un verrou rocheux couronné à l'est par les forts sardes de l'Esseillon. Propriétaire depuis 1977 de la Redoute Marie-Thérèse, un des cinq ouvrages constitutifs de cette barrière, la municipalité a inauguré à l'issue d'un vaste chantier de restauration, un Centre d'Interprétation du Patrimoine Fortifié en octobre dernier.

Tarifs

- Adultes 4,50 €
- Enfants 7-16 ans, 3 €
- Moins de 7 ans gratuit

Groupes (à partir de 10 personnes)

- Adultes 3 €
- Enfants 2,50 €
- Ticket famille (2 adultes + 2 enfants) 12 €

Contact

• Vanessa Demange
Responsable
• Marion Kern
Chargée de mission
• Mairie d'Avrieux
154, rue de l'église
73500 Avrieux
Tél. 04 79 20 33 16
Fax. 04 79 20 39 30
info@avrieux.com

Ouverture au public

- Du 15 décembre à mars, jeudi et vendredi 13h-17h
- D'avril à juin, vendredi, samedi, dimanche, 13h-18h
- De juillet au 15 octobre, tous les jours 10h-12h/14h-19h

Fermeture annuelle

- Du 15 octobre au 15 décembre

Un site à l'histoire exceptionnelle

À l'issue des guerres napoléoniennes, les États coalisés organisent un réseau de fortifications pour se protéger de toute nouvelle menace française. C'est dans ce contexte que la Place militaire de l'Esseillon est édifiée entre 1817 et 1833 par la Maison royale de Savoie. Sa mission principale est de verrouiller la route du Mont-Cenis, principal itinéraire transalpin. La Savoie fait alors partie du royaume de Piémont-Sardaigne. Les contraintes du relief alpin et de la guerre en montagne influencent le choix du site escarpé de l'Esseillon et la mise en place de « fortifications perpendiculaires » inspirées des théories du marquis de Montalembert. Ce site, devenu français en 1860, est aujourd'hui le seul exemple complet d'une fortification de ce type en France avec le célèbre Fort Boyard.

La genèse du projet

La question de la réutilisation des forts est souvent problématique. Une architecture complexe, un passé militaire, un environnement montagnard hostile rendent la réflexion difficile. Quel avenir s'ils n'acquièrent pas un statut patrimonial? En 1977, la commune d'Avrieux achète à l'armée cette redoute et la sauvegarde grâce à l'intervention de chantiers de bénévoles REMPART. Commence ensuite une longue réflexion autour de sa reconversion. Mais devant l'ampleur des réalisations et des budgets nécessaires, aucun projet ne se concrétise. La priorité sera la sauvegarde de la redoute par sa mise hors d'eau dans le cadre du vaste chantier de réfection des toitures à l'identique des forts de l'Esseillon conduit de 1994 à 2001 grâce à un partenariat

entre les communes d'Aussois et d'Avrieux, l'État, le Conseil général de la Savoie. Un projet de centre d'hébergement du Club Alpin Français est envisagé, puis abandonné pour des raisons économiques et architecturales. Restait donc à concrétiser l'implantation d'un Centre d'interprétation du patrimoine fortifié. La FACIM engage en 2001 une étude de valorisation dans le cadre du contrat global de développement de la Maurienne avec l'aide du Conseil régional Rhône-Alpes. La décennie 90 a été riche en réalisations qui ont donné à ce grand site son visage et son dynamisme actuels: réunification des rives droite et gauche de l'Arc par la nouvelle passerelle du Pont du Diable, aménagement de via ferrata, création de sentiers thématiques... Et cette année, une étape importante: l'ouverture simultanée d'un parc aventure (le Parc du Diable) et du CIPF. Le site possède maintenant tous les atouts pour impulser une dynamique au développement culturel, touristique, sportif et économique local.

Le Centre d'Interprétation du Patrimoine Fortifié

Le CIPF a ouvert ses portes le 4 juillet 2007 et a été inauguré officiellement le 6 octobre en présence de nombreuses autorités savoyardes et de SAR le prince Serge de Yougoslavie, invité d'honneur, représentant la Maison de Savoie. L'objectif de ce centre ouvert au grand public est la vulgarisation de l'histoire de l'art de la fortification, de son adaptation à la montagne et la découverte d'une histoire originale, complexe et méconnue, celle de la Savoie et de la frontière alpine au cœur de l'Europe. C'est dans cet esprit qu'a été conçu l'espace muséographique permanent bilingue (français-italien). Ce projet incitera à une réflexion citoyenne sur le sens de l'Histoire, dans le cadre de la construction des nations et, aujourd'hui, de la Communauté européenne conciliant devoir de mémoire, ouverture d'esprit et démocratie.

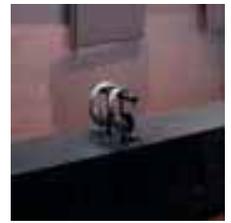
Un partenariat actif entre l'Europe, l'État, le Conseil régional, le Conseil général et la commune a rendu possible le projet. Coût total de l'opération: 2,6 millions d'euros, dont plus de la moitié en autofinancement.

Le CIPF est un lieu vivant qui s'attache à rendre la thématique accessible et attrayante. La valorisation de ce patrimoine a été confiée à Mme Véran Héry, architecte du patrimoine, pour la maîtrise d'œuvre architecturale et au cabinet Médiéval pour la maîtrise d'œuvre muséographique conçue en collaboration avec la Conser-



Les Forts de l'Esseillon et leurs toitures restaurées vus depuis le pont du Nant.





PATRIMOINES

La Redoute Marie-Thérèse, ouvrage avancé, achevé dès 1825. Étagement des feux avec canonnières à tir rasant et meurtrières à fusillade.



vation départementale du Patrimoine et Mission Développement Prospective. La commune s'est également appuyée sur la précieuse documentation collectée par l'historien André Dupouy. Dès l'extérieur, un parcours rythmé par une signalétique d'interprétation faite de pupitres permet une première découverte ludique du site. Cette structure légère et respectueuse de l'environnement s'intègre au paysage. Les aménagements intérieurs restituent au visiteur la logique de ce site monumental et historique. Trois casemates du rez-de-chaussée ont été aménagées. La première, traduit la complexité des notions de frontière et de fortifications au moyen d'une maquette interactive des Alpes au 1/135 000^e, complétée par des projections murales. La deuxième, présente plus en détail le site de l'Esseillon et montre la cohérence de cet ensemble de fortifications grâce à une maquette au 1/1 000^e du site. Enfin, une évocation de la vie quotidienne des soldats dans la redoute est proposée, appuyée par des témoignages sonores et par une maquette au 1/100^e avec coupes du fort. La visite se poursuit par la caponnière, la galerie de contrescarpe puis par le souterrain menant au corps de garde, de l'autre côté de la Route Départementale 1006.

Dans ces trois salles, des panneaux didactiques rétroéclairés complètent l'équipement. L'offre est enrichie par des espaces polyvalents pouvant accueillir expositions, ateliers pédagogiques ou conférences, et équipés d'un mobilier rappelant l'architecture et l'esprit du site. Cet aménagement n'est qu'une première étape dans le développement de la redoute. D'autres projets viendront prochainement enrichir les installations.

L'Esseillon, site culturel et patrimonial emblématique, mais également haut lieu de pratiques sportives, s'inscrit désormais dans une dynamique de développement local appelée à perdurer.

Vanessa Demange

La rénovation d'un monument historique : respect et authenticité

Depuis la restauration de sa toiture en lauzes, menée dans les années 1994-1995 par Alain Tillier, Architecte en Chef des Monuments Historiques, sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de la Culture, ce site attendait son public, lui offrant la qualité de ses espaces et une architecture militaire remarquable par son originalité. Sa rigueur géométrique, dégagée par son plan en « fer à cheval », son homogénéité et sa compacité, ses multiples caponnières, son mur de contrescarpe rythmé de meurtrières doubles et triples, en font un témoin important et exceptionnel du système dit « de Montalembert » sur le territoire français. Cependant, le classement de la Redoute Marie-Thérèse au titre des Monuments historiques est intervenu tardivement en date du 30 décembre 1991.

Au terme de plus de dix ans de réflexion, et, dans le cadre des actions en faveur de la mise en valeur du patrimoine fortifié savoyard, la commune a engagé au printemps 2005, en partenariat avec le Conseil général et le Ministère de la Culture une première campagne de restauration intérieure pour l'aménagement du rez-de-chaussée de la redoute, dans le but de ré-ouvrir ces espaces laissés trop longtemps fermés.

« Respect » et « authenticité » furent les deux maîtres mots du projet que j'ai défini (Agence d'architecture Manuelle Vêran-Hery, Architecte du Patrimoine) avec le cabinet Médiéval (muséographe), associé à cette opération, dans le but de transmettre aux jeunes générations une part méconnue de notre histoire.

La restauration de ce monument devait être dévolue au public, en apportant une lecture optimale du lieu et de son architecture, mais aussi, en accueillant un usage totalement différent loin d'un hébergement de garnison et de la finalité d'un ouvrage de combat.



Au cours du chambrier.



Pose des cheneaux en cuivre.



La cour intérieure et l'entrée du CIPF.



PATRIMOINES

Refichage des joints du parement d'escarpe et mise en œuvre de gouttières pendantes.

Entreprises responsables des travaux de restauration intérieure

- Lot 1, maçonnerie-pierre de taille
Entreprise Jacquet
- Lot 2, couverture
Entreprise Eurotoiture
- Lot 3, menuiserie-vitrierie
Entreprise Art'bois
- Lot 4, serrurerie
Entreprise Fontbonne & Fils
- Lot 5, plâtrerie-Peinture
Entreprise Rochietti
- Lot 6, plomberie-Sanitaire
Entreprise Renaud
- Lot 7, électricité-Chauffage
Entreprise Cachard

La salle de l'Esseillon et sa maquette.



Chaque casemate conserva sa volumétrie, chaque détail architectural fut rétabli en reproduisant à l'identique chaque objet-type, comme les volets blindés en bois serts dans leurs ossatures au droit des meurtrières, ou, les écarts de feu au pied des foyers de cheminée...

Le travail s'orienta essentiellement sur la restitution propre des éléments constituant ces espaces: des dallages en pierre jusqu'aux enduits réalisés au mortier de chaux lissé et teinté dans la masse sur les murs et les voûtes, des menuiseries à petits bois sur la cour aux portes à double épaisseur de lames de bois dans les passages entre les casemates, des garde-corps métalliques aux grilles de défense...

Pour répondre aux besoins muséographiques tant qu'architecturaux, un soin particulier fut apporté au traitement de l'éclairage intérieur: des câbles rythmés de giro-spots furent tendus dans l'axe rayonnant des casemates, apportant ainsi une petite note contemporaine dans cet environnement fort en histoire... Parallèlement à cet apport moderne, les anciens planchers dégradés furent remplacés par un sol en béton ciré teinté dans la masse, évitant ainsi un entre-



Le camaïeu de gris des enduits muraux.

tien conséquent et répondant aussi à une fréquence de passage plus élevée, tout en permettant également d'apporter le confort thermique suffisant par un chauffage électrique intégré dans la dalle.

En dernier lieu, l'harmonie des espaces fut poussée et étudiée jusqu'au choix des teintes mises en œuvre: teintes toute en douceur à base d'un camaïeu de gris, simple rappel de l'ambiance austère d'autrefois. Sur le gris anthracite du sol ou le gris clair des murs et des dallages en pierre, se dessinent les maquettes majestueuses et les panneaux didactiques du Centre d'interprétation du patrimoine fortifié...

Quant à la cour intérieure, sa mise en valeur permet le rétablissement de l'ancienne calade en galets dont le tracé géométrique souligne l'axe des caniveaux récupérant les eaux pluviales.

Cet aménagement fut complété par des arrêts de neige, implantés en périphérie intérieure des toitures de la cour pour éviter des risques de chute de blocs à pied d'œuvre.

Après plus d'un an de travaux, la Redoute Marie-Thérèse a retrouvé vie en ce milieu d'année 2007, malgré quelques difficultés rencontrées au détour du chantier, comme des infiltrations d'eau importantes à travers les maçonneries de plus d'un mètre d'épaisseur... infiltrations d'eau qu'il fallut rapidement réduire par un refichage de joints en façades extérieures et une mise en œuvre de gouttières pendantes en pied de versant de toitures.

Bien sûr, l'effort mené durant ces deux dernières années est essentiel, il reste cependant minimal face à l'échelle imposante de ce monument dans son site, mais s'est voulu exemplaire!

Les combles, la grande salle du premier étage, les caponnières est et ouest comme le corps de garde sont autant d'espaces en attente... qu'un réel potentiel à préserver!

Manuelle Véran-Héry



Salle de la vie quotidienne: les témoignages sonores.

Les collections départementales

Bientôt 150 ans de patrimoine !

Alors que le 150^e anniversaire de l'Annexion de la Savoie à la France se profile à l'horizon, les collections départementales fêteront, quant à elles, leurs 150 ans en 2014. En effet, le Conseil général de la Savoie a commencé à constituer des collections patrimoniales peu de temps après 1860. Cet anniversaire invite à un regard rétrospectif sur l'évolution des enjeux de la constitution de collections patrimoniales de la fin du XIX^e siècle au début du XXI^e siècle.

Un nouveau département français dénommé la Savoie, la collecte comme travail de mémoire

Peu après son Rattachement à la France en 1860, la Savoie se fonde rapidement dans le giron français, mais cherche néanmoins à se doter d'un musée pour préserver sa particularité historique et culturelle.

En 1864, le marquis Pantaléon Costa de Beauregard présente, en tant que président de l'Académie de Savoie, au Conseil général dont il est également le Président, un « Projet d'un musée historique et archéologique national ». Depuis une dizaine d'années, des « pêcheries archéologiques » dans les grands lacs alpins ont exhumé des objets en nombre. Le marquis veut alors créer « un Musée Historique dont l'Archéologie sera la base, puisque l'archéologie est le flambeau de l'histoire... ». Axée sur la recherche des origines, l'archéologie participe alors fortement d'un travail de production des identités collectives nationales en Europe.

En 1867, le « Musée départemental » ouvre ses portes au public au deuxième étage du Palais de justice de Chambéry. Il s'enrichit de donations et du produit des fouilles lacustres qui constituent progressivement une remarquable collection archéologique. Les pièces présentées dans les salles du musée révèlent divers visages de la Savoie : des objets préhistoriques, des « palafittes » du lac du Bourget, des antiquités gallo-romaines, des ivoires, des statues, des faïences, des costumes savoyards, une collection de cartes de Savoie, un médaillier.

Entre cabinet de curiosité et musée de la « petite patrie », le Musée doit conserver ainsi les « monuments » de l'Histoire et la mémoire de l'ancienne Savoie. Ce projet initial voulait que « la Savoie cesse de se laisser dépouiller avec une funeste indifférence d'une foule d'objets précieux qui chaque jour vont enrichir des spéculateurs ou des collections étrangères » en « cré[ant] un dépôt où soient rassemblés les souvenirs de son histoire et les monuments de son passé. » (Costa de Beauregard, 1864, XCIV). La Savoie s'inscrit dans un mouvement européen qui voit fleurir les musées régionaux.

Alors que la construction des identités nationales et que l'industrialisation changent les modes de vie et la structure de la société, les musées régionaux offrent un espace de mémoire pour des identités régionales en mutations tant politiques, qu'économiques et sociales. En France, les premiers musées régionaux comme le Musée

breton à Quimper (1846), le Musée lorrain à Nancy (1850) ou le Museon arlaten à Arles (1899) font le deuil d'un passé révolu.

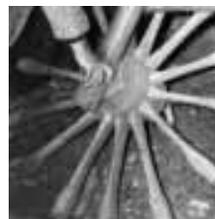
Le Conseil général de la Savoie poursuit ses acquisitions pour le Musée départemental qui complète les dépôts de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie à partir de 1879.

En 1888, la Ville de Chambéry rénove et agrandit la Grenette pour abriter le nouveau Musée-bibliothèque municipale. Les villes sont, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, le fer de lance de ce qu'on nomme aujourd'hui « l'offre culturelle ». Elles proposent notamment, pour l'instruction des artistes et l'éducation des populations, des musées des Beaux-Arts ou musées d'art et d'histoire. En accord avec la Municipalité, le Conseil général décide, après délibérations, d'y installer ses collections. Un premier inventaire du « Musée archéologique municipal et départemental » est dressé par le conservateur Jules Daisay en 1896. Les collections sont transférées, entre 1912 et 1913, au nouveau Musée savoisien, un ancien couvent franciscain, puis palais épiscopal, propriété de la Ville de Chambéry (1905), classé Monument historique en 1911 qui sera inauguré le 18 novembre 1913.

L'intégration de la Savoie, petite patrie « comme les autres », dans la France « mosaïque merveilleuse »

Dans les années 1920, des expositions temporaires consacrées à des thèmes régionaux se succèdent au Musée savoisien : en 1922 le mobilier savoyard, en 1924 la céramique régionale, et en 1926 les costumes savoyards. Ces expositions se font l'écho de quatre grandes problématiques sociétales et politiques du moment : les mutations du monde rural, l'essor des études folkloriques à but cognitif, le développement du tourisme et la célébration des petites patries dans une visée nationaliste.

Pantaléon Costa de Beauregard (1806-1864), premier président du Conseil général de la Savoie, président de l'Académie de Savoie, initiateur du Musée départemental.



Laurent Rabut (1825-1890), conservateur du Musée départemental (1879-1889).



Jules Daisay, conservateur du Musée d'Archéologie municipale et départemental. Auteur du catalogue de 1896.





Planche extraite de l'ouvrage de Miss Estella Canziani, « Costumes Mœurs et Légendes de Savoie », adapté de l'anglais par A. Van Gennep. Chambéry, 1920 (collections départementales).



Avec l'essor des études folkloriques, la Savoie devient un terrain propice à la patrimonialisation de la culture populaire. Régions pauvres encore peu industrialisées, la Savoie, le Valais ou encore la Vallée d'Aoste sont perçus comme l'observatoire privilégié de « communautés » « préservées » de la modernité. Écrivains, ethnologues et folkloristes, collectionneurs, peintres, graveurs et photographes les investissent. En Savoie, après l'étude pionnière d'E. Goldstern, (1913-14) sur Bessans, E. Canziani (1905-1920), F. Coppier, (1931), A. Van Gennep (1916-1939), A. Jacques (1905-1958), décrivent sur le papier ou fixent sur la toile ou la pellicule, la vie de populations « à part ». Ce regard ethnographique caractérise les populations alpines et leurs objets quotidiens où dominent l'isolement, la pureté, l'authenticité, l'immuabilité. Il évacue la pauvreté et les bouleversements du Progrès, les conflits, l'émigration vers les villes. L'art populaire est voulu anonyme, pérenne et proche de la Nature. La folklorisation du patrimoine montagnard est accentuée par les premiers « professionnels du tourisme », hôteliers, commerçants, photographes, vendeurs de cartes postales et de souve-

À droite, anciennes présentations muséographiques au Musée savoisien, au milieu du XX^e siècle : une perception folklorique aujourd'hui révolue.

Ci-dessous, documentation d'une nouvelle acquisition ethnographique dans les années 1970 : enquête dans un atelier de charron.



nirs. Les populations « isolées » se mettent elles-mêmes en scène, les folkloristes leur ayant fait prendre conscience de l'intérêt « exotique » de leur typicité pour l'économie touristique.

La patrimonialisation de la culture populaire répond également à d'autres préoccupations plus politiques. Il s'agit pour les États-nations européens d'affirmer leur identité nationale en intégrant les identités locales. En France, depuis la Révolution, les concepts d'unité, d'indivisibilité et d'égalité caractérisent la Nation qui va se construire par des processus de nationalisation par unification de la langue, du territoire, de la culture et de l'histoire nationale. Cette fabrication de la Nation se traduit également par la désignation de ses Monuments historiques présentés comme les témoins de son génie, dans une perspective d'universalité de la culture française. Mais il s'agit aussi d'intégrer les « petites patries » dans la grande et d'assurer l'articulation entre identité nationale et identités locales. Suite à la défaite de 1870, la Troisième République théorise une articulation entre le tout (la Nation) et les parties (les régions ou provinces) en produisant un discours sur les « petites patries », consacrées comme éléments gigognes de la France « mosaïque merveilleuse » comme le rappelle l'historienne Anne-Marie Thiesse dans son ouvrage *Ils apprenaient la France : l'exaltation des régions dans le discours patriotique* (1997).

Avec son Musée savoisien qui expose mobilier, céramique ou costumes « régionaux », la Savoie s'auto-célèbre comme une petite patrie, élément d'une France unie, dans un imaginaire profondément marqué par les stéréotypes historiques, folkloriques et touristiques.



Les années 1970 ou la planification d'une grande collecte d'objets ethnographiques

A partir des années 1960, Jacques Manoury, conservateur des Musées d'art et d'histoire de Chambéry, promeut la constitution de collections d'ethnographie rurale avec le soutien du préfet Jean-Pierre Hadengue (1968-1973) et du Conseil général. C'est un élève de Georges-Henri Rivière, directeur du Musée National des Arts et Traditions Populaires, acteur du maillage « ATP » de la France pour rendre compte des richesses des « provinces ».



En stage à la Conservation départementale du patrimoine

Marie-Anne Guérin ethno-politologue, élève-conservateur à l'Institut National du Patrimoine, stagiaire de juin à novembre 2007, a été missionnée sur la préfiguration d'un Projet Scientifique et Culturel répondant aux grands axes de l'action patrimoniale du Conseil général de la Savoie.

Alors que la modernisation de l'habitat et du genre de vie ont primé dans les années 1950 sur toute vision patrimoniale, les conservateurs des ATP pressentent la nécessité de sauvegarder la mémoire d'une société marquée par l'exode rural et le déclin des industries traditionnelles. Très peu d'associations locales se fixent alors le but de collecter et de valoriser les « vieilles affaires ». Pour répondre à la disparition de la culture paysanne montagnarde et à la dispersion de son patrimoine dans des circuits marchands, le Conseil général lance en 1970 une très importante campagne d'acquisition d'objets, considérant que « pour l'instant, il reste encore dans certains villages, notamment des hautes vallées, de beaux objets et des « ensembles » ayant une valeur artistique, folklorique et ethnographique assez exceptionnelle. Avec l'accélération des processus d'équipement et d'urbanisation, il est certain que d'ici quelques années, tout cela aura disparu » (Délibérations du Conseil général, 1969, Vol. II, 2^e Session, p. 362). Les collections acquises sont alors déposées au Musée savoisien.

Cette action s'accompagne du recrutement d'ethnologues qui renforcent l'équipe du Musée Savoisien et de la création d'un service départemental d'expositions itinérantes, pionnier en France, le Muséeobus qui circule dans les vallées de Savoie, concourant à l'animation de la vie locale et à l'éveil des populations à leur patrimoine. Ce service préfigura une décentralisation de l'activité culturelle.

L'ancien archevêché abritant le Musée savoisien bénéficie d'une restauration par la Ville de Chambéry et les Monuments historiques de 1976 à 1982, confortant la vocation régionale du musée. L'équipe scientifique pluridisciplinaire du Musée savoisien conçoit dans les années 1970-1990 la présentation permanente des collections municipales et départementales et propose également des expositions temporaires thématiques. Suite aux campagnes d'acquisition et de collecte, une salle d'ethnographie intitulée « Introduction à une ethnographie de la Savoie » est ouverte au public en 1983. Elle invite les visiteurs à découvrir la Savoie « traditionnelle » à travers sa culture matérielle.

L'archéologie connaît, dans les années 1970, un regain d'intérêt dans le département avec la création de nombreuses associations. Le Service départemental d'archéologie du Musée savoisien (1976) mène des actions de recherche sur les collections et ouvre, au musée, la salle permanente d'Archéologie du Bourget en 1979, puis en 1985 une salle consacrée à la Savoie gallo-romaine et réalise des expositions temporaires. Le travail sur les collections est complété par des travaux de recherche et des chantiers de fouilles en Préhistoire récente et sur l'Art rupestre, en Archéologie sub-aquatique, en Archéologie romaine et médiévale.

Le Musée rassemble un important fonds d'estampes historiques et le médaillier de Savoie fera l'objet d'une exposition permanente (1993).

Collections et patrimoine aujourd'hui

Dans les années 1990, une décentralisation des collections ethnographiques départementales, non présentées au Musée savoisien, est engagée par le Conseil général pour les valoriser.

L'opportunité des Jeux Olympiques d'hiver de 1992 est saisie par l'équipe du Musée pour proposer un projet de valorisation du patrimoine religieux baroque des hautes vallées afin de diversifier l'offre touristique de la Savoie. Les « Chemins du baroque » seront confiés en 1992 à la FACIM qui portera l'animation du Pays d'art et d'histoire de Maurienne-Tarentaise (des Hautes vallées de Savoie depuis 2006).

Les collections muséales constituent de précieux témoins de l'histoire et de la culture savoyardes. Le Département – outre la constitution de ses propres collections – a soutenu et soutient, depuis la création du service de la Conservation départementale du patrimoine de la Savoie en 1995, des projets muséaux de collectivités territoriales : musées, maisons thématiques, centres d'interprétation du patrimoine et sites patrimoniaux, dont récemment le centre d'interprétation du patrimoine fortifié de l'Esseillon à Avrieux et l'Espace Alu, musée de l'aluminium à Saint-Michel-de-Maurienne.

Les musées conservent œuvres et objets originaux. Ce sont des outils d'apprentissage et d'appropriation territoriale, des lieux d'enrichissement culturel et de convivialité pour les visiteurs curieux de découvrir et de comprendre une région caractérisée par sa diversité culturelle et son histoire singulière.

Le patrimoine permet à la collectivité de se définir dans le Temps et dans l'Espace, pour mieux se projeter dans l'avenir. Il s'avère un élément de cohésion sociale, en produisant un lien essentiel entre générations, mais aussi entre nouveaux et anciens Savoyards, autour d'une culture et d'un territoire partagés et à partager dans un esprit d'accueil et d'ouverture.

Dans la perspective du développement durable, les musées sont des atouts pour l'économie locale. Ils participent en effet des éléments de l'attractivité territoriale motivant l'installation de nouvelles activités. La Savoie a tous les moyens de séduire touristes, habitants et entrepreneurs par l'originalité de sa culture alpine, transfrontalière et européenne.

Renforcer la sensibilisation au patrimoine culturel se présente, aujourd'hui, en Savoie, comme un moyen de valoriser une aménité fondamentale du territoire pour participer au renouvellement de l'image du département et le porter aussi comme territoire de culture et d'histoire.

Marie-Anne Guérin

Diable de Bessans, un objet ethnographique, objet de collection (collections départementales déposées au Musée savoisien).





Trois portraits du XVII^e siècle

enrichissent les collections départementales

Ces trois peintures attachées au souvenir des barons puis comtes de Cessens et de Grésy témoignent du goût pour les galeries de portraits qui se développa parmi les nouvelles élites provinciales à la fin du XVII^e siècle. Outre leur qualité picturale, leur intérêt pour l'Histoire régionale tient aujourd'hui à leur rareté et à leur attribution à la production profane, plutôt méconnue, des peintres Dufour. Ces trois portraits historiques proviennent d'un fonds qui avait été dispersé. Ils ont pu être réunis de nouveau grâce à leur acquisition, en 2006 par le Conseil général de la Savoie et viennent enrichir les collections départementales après conservation et restauration engagées en 2007.

L'identification des portraits interroge l'histoire des commandes familiales liées à l'anoblissement des élites de robe qui s'accrut aux XVI^e et XVII^e siècles en Savoie grâce aux achats de terres seigneuriales, aux inféodations de titres et de charges, aux alliances matrimoniales. Ce mouvement caractérise bien l'importance croissante de la bourgeoisie promue aux plus hautes fonctions administratives et judiciaires ducales. Les trois portraits illustrent ainsi l'ascension de la famille Carron par l'acquisition des terres seigneuriales de Grésy et de Cessens au cours des années 1670 et nous offrent un aperçu inédit de l'importante production profane des peintres Dufour marquée par l'influence des modèles diffusés à la cour de Turin. Hélas, sur plus d'une centaine de portraits attestés par les sources d'archives, rares sont leurs œuvres qui ont pu parvenir jusqu'à nous.

L'origine noble de la famille Carron de la branche de Cessens reste confuse malgré les recherches généalogiques, héraldiques et historiques menées au XIX^{ème} siècle par les comtes Jules Mouxy de Loche et Amédée de Foras. L'anoblissement d'une vieille famille Carron d'origine bugiste est attesté par lettres patentes ducales du 22 mars 1521. Deux versions assez proches des armoiries portées par

les Carron reflètent la mobilité des meubles héraldiques à l'Époque moderne : *D'azur à trois carrons d'argent couchés deux et un ou De gueules à trois carrons d'or posés en losange deux et un.*

Claude Carron, fils d'Aynard Carron (seigneur de la Biguerne, bourgeois de Chambéry, conseiller d'État, contrôleur général des finances, le 28 août 1635, maître-auditeur de la Chambre des comptes de Savoie, mort en 1682) et de Marguerite Vêlat, s'éleva dans la magistrature aux plus hautes charges à l'exemple paternel : nommé avocat au Sénat de Savoie le 10 août 1661, maître auditeur puis doyen des maîtres auditeurs en la Souveraine Chambre des comptes de Savoie, il se vit octroyé par lettres patentes du duc Charles-Emmanuel II, datées du 4 septembre 1663, la charge de contrôleur général des finances Deçà-les-monts. En 1669, il réalisa avec François Capré l'inventaire des archives de la Chambre des comptes de Genevois lors de la réduction du duché de Genevois apanagé jusqu'en 1659 aux Savoie-Nemours. Le duc Charles-Emmanuel II le nomma par la suite conseiller d'État, avant 1675.

La liquidation des terres seigneuriales de Cessens et de Grésy, situées dans une enclave du duché de Genevois, offrit à Claude Carron l'opportunité de les réunir et d'accéder à la baronnie lors d'un échange, entre les terres de Cessens et le château et terre de Saint-Hilaire, qu'il passa, par acte du 28 novembre 1677, avec Marie-Charlotte de Gellaz, épouse de François-Claude de Bech, seigneur de la Motte, dernière héritière de Jeanne de Gellaz, baronne de Bagnols, morte en 1672 qui avait tenu Cessens, Épersy et Mognard. Par lettres patentes du 11 février 1678, la régente de Savoie, Marie-Jeanne-Baptiste de Savoie-Nemours, érigeait la terre de Cessens en baronnie dont les appellations de justice ressortirent du Sénat de Savoie. Le 18 mars 1678, Claude Carron fit l'acquisition des droits seigneuriaux de Sigismond de Millioz sur la terre de Grésy en liquidation de créances, complétés le 15 avril 1678 par l'achat d'autres propriétés à Grésy.

Après avoir épousé en premières noces Madeleine Fariod, fille de Jean-Baptiste Fariod, seigneur de Saint-Hilaire, écuyer, maître d'hôtel du roi de Navarre et capitaine du guet de la ville de Lyon par contrat du 28 novembre 1667, Claude Carron épousa en secondes noces, le 5 janvier 1678, Françoise de Pobel, fille de Claude-François de Pobel, comte de Saint-Alban, baptisée le 1^{er} septembre 1643 et morte le 24 février 1715, veuve en premières noces du chevalier de Gantelet-Vectier, après contrat daté du 21 décembre 1677. Il eut plusieurs enfants des deux lits.

Portrait de Claude Carron, 1673

C'est aux années 1673-1678 qu'il faut rattacher la commande de Claude Carron à l'atelier des frères Dufour pour peindre son portrait en maître auditeur de la Chambre des comptes de Savoie, contrôleur général des finances Deçà-des-monts et conseiller d'État. Le tableau est signé au dos « G^l.

« Des robes et manteaux de parade de Messieurs de la Chambre »

« ...depuis quelques temps on les fait de satin noir avec les parements de velours. Les robes des Presidens graduez & ordinaires, qui ont la baguette & le coussin, sont garnies sur l'épaule gauche de la manche, fourrée d'hermine, & les manteaux de tous les autres Presidens, & des Maistres forts longs, n'y ayant que les Patrimoniaux graduez, qui portent la robe. Les bonnets sont pareillement de velours noir plissés en rond, comme ceux que l'on use dans le Bureau. »

(F. Capré, *Traité historique de la Chambre des comptes de Savoie*. - Lyon : chez G. Barbier, 1672, chap. XIII, p. 387-388.)

Portrait de Claude Carron, baron de Cessens, maître auditeur de la Chambre des comptes de Savoie, huile sur toile, H 94 cm x L 75 cm signée au dos : « G^l. Dufour. Px-t 1673 » collections départementales, inv. 2006-7-1.



Dufour. Pxt-1 1673 » (Gabriel Dufour, 29 juin 1640-1721), ce qui peut intriguer au regard de la chronologie des événements familiaux et du blason tiercé en pal, peint en haut à gauche du tableau, surmonté d'une couronne et posé sur une clef :

– *D'azur à trois larmes d'argent posées deux et un* (à dextre)

– *D'azur à trois carrons d'argent posés en losange deux et un*

– *D'azur à la bande d'or chargée de trois coquilles de sable* (à senestre)

Ces armes peuvent en effet être lues : Fariod de Saint-Hilaire, Carron, Pobel de Saint-Alban. Couronne et clef sont allusives et évoquent le nouveau titre et la charge.

Gabriel recourait au talent de son frère, Pierre Dufour le Jeune (vers 1629-1702), pour les travaux les plus délicats de physionomie et la finesse du portrait se démarque nettement d'autres portraits peints par Gabriel Dufour entre 1676 et 1694, d'une main indéniablement plus laborieuse (collections particulières). Grâce à leur talent de portraitistes, de peintres d'histoire et de miniaturistes, Pierre et Laurent Dufour, installés à Turin avant 1663, s'étaient intégrés à la vie artistique de la capitale ducal en devenant prieurs de la très réputée Académie de Saint-Luc en 1665 et 1672 avant d'entrer au service du duc Charles-Emmanuel II en 1672 comme peintres ordinaires de S.A.R. Plusieurs dizaines de commandes furent alors passées par la duchesse Marie-Jeanne-Baptiste de Savoie-Nemours, régente en 1675, et les princes Eugène-Maurice et Emmanuel-Philibert de Savoie-Carignan. Il est sûr que leur réputation de peintres de cour favorisa une certaine émulation en Savoie entre commanditaires de fraîche noblesse très attachés à faire valoir leur nouveau rang.

Par la suite, le duc Victor-Amédée II érigea par lettres patentes du 22 janvier 1682 la terre de Cessens en comté. D'autres échanges de terres et de droits eurent lieu, par acte du 9 mars 1683, entre Joseph-Emmanuel de Mouxy, seigneur de Loche et Claude Carron, devenu comte de Cessens. La seigneurie de Loche fut alors érigée en comté par patentes ducal du 28 avril 1683.

Par lettres patentes du 20 avril 1683, Claude Carron reçut du duc Victor-Amédée II le droit d'établir un juge pour son fief de Grésy au prix de 300 ducats de 7 florins pièce en paiement des Ustensiles de nouvelles troupes ducal. Le 22 janvier 1684, il reconnut tenir en arrière-fief ses deux terres de Grésy et de Cessens (rente de 4000 florins) puis fit installer des fourches patibulaires à Cessens en 1685. Le 16 novembre 1689, il acheta une maison de ville sous le château de Chambéry à son parent Joseph Carron. Il procéda à la rénovation de ses terriers entre 1686 et 1702 avant de tester le 24 juillet 1710. Il mourut le 14 février 1714. La famille Carron s'éteindra au début du XVIII^e siècle pour la branche des seigneurs de la Biguerne et dans le premier tiers du XIX^e siècle pour la branche de Grésy des comtes de Cessens.

Portrait en pied d'une jeune fille au chapeau portant une bannière

Ce charmant portrait anonyme, malheureusement altéré, non signé et non daté – dernier tiers du XVII^e siècle –, serait attribuable à l'atelier Dufour. Une anecdote locale publiée en 1890 le rapporterait à la légende d'une certaine Audeberte de Grésy, fille de Rodolphe III de Grésy (1259-1285) qui, âgée d'une quinzaine d'années, aurait défendu le château

paternel contre le seigneur de Saint-Innocent mais aucune source archivistique ne permet de renseigner cette attribution.

Portrait d'un jeune chasseur, 1673

Ce portrait signé et daté « *Dufour pxt-1. 1673* » est attribué à Pierre Dufour le Jeune compte tenu de la signature au recto et de la qualité de la facture maniérée, caractéristique du style de cour. Il faut le replacer dans le contexte des commandes de la Maison de Savoie, peut-être l'Hôtel de Soissons, et des portraits offerts comme présents aux princes ou à leur proche entourage.

Selon l'ordre généalogique, la date du tableau et l'âge du sujet, soit environ 16 ans, ce jeune chasseur serait Thomas-Louis de Savoie-Carignan, fils d'Eugène-Maurice de Savoie-Carignan, comte de Soissons et d'Olympe Mancini, né le 15 décembre 1657 à Paris à l'Hôtel de Soissons, comte de Soissons en 1673, chevalier de l'Annonciade le 24 mars 1678, maréchal des camps et des armées du roi de France. Il épousa secrètement le 12 octobre 1680 à la Folie-Herbault puis le 28 février 1683 Uranie de la Cropte, fille de François de la Cropte et de Charlotte Martel de Beauvais. Il mourut des suites d'une amputation d'un bras brisé par une balle de mousquet au siège de Landau le 14 août 1702.

Des commandes – avérées par les sources d'archives – de plusieurs portraits familiaux par les princes Eugène-Maurice et Emmanuel-Philibert de Savoie-Carignan à Pierre le Jeune et Laurent Dufour entre 1675 et 1692, appuyent cette hypothèse. Certains furent offerts à des parents, vassaux ou alliés. Depuis au moins 1632, des liens unissaient la famille de Mouxy de Loche – seigneurie voisine de Grésy – aux Savoie-Carignan-Soissons, notamment Jean, gentilhomme de la chambre de S.A le prince Thomas de Savoie-Carignan (mort en 1666) et son fils Joseph-Emmanuel de Mouxy de Loche (1630-1697), filleul du prince Joseph-Emmanuel de Savoie-Carignan. Le tableau serait ainsi à rapprocher des échanges de 1683 entre Joseph-Emmanuel de Mouxy, seigneur de Loche et Claude Carron, comte de Cessens. Il fit très probablement parti de la succession de Jeanne-Françoise Carron (1762-1841) dernière descendante de la famille Carron de Grésy dont l'héritier fut le comte Joseph-Frédéric de Mouxy (1806-1877), capitaine à la Brigade de Savoie de la branche Mouxy de Grésy.

Philippe Raffaelli



Portrait anonyme dit d'Audeberte de Grésy, huile sur toile, H 125 cm x L 97 cm attribuable à l'atelier Dufour, vers 1678-1682, collections départementales, inv. 2006-8-1.

Bibliographie

- Anonyme, *environs d'Aix-les-Bains, La tour et le château de Grésy Description-Histoire-Légende*. – Chambéry: Imprimerie savoisienne, 1890.
- Armorial de Foras, tome 1, p 310-311.
- De Mouxy de Loche Jules, *Histoire de Grésy-sur-Aix*. – Chambéry: Bottero, 1874.
- Mercorelli Alexia, *Les peintres Dufour*, maîtrise d'histoire de l'art, Université de Lyon II, septembre 1997 (sous la dir. de Gilles Chomer).
- Schede Vesme, *Dufour (I)*. –Torino: SPABA, 1966, vol. Secondo, p 421-435.

Portrait d'un jeune chasseur, H 142,7 cm x L 99,4 cm (huile sur toile H 112,6 cm x L 86,7 cm avec cadre), signé et daté en bas à gauche « *Dufour pxt-1. 1673* » collections départementales, inv. 2006-9-1.

Le « trésor » de Sainte-Reine

Nouvelle acquisition archéologique pour les collections départementales

Les collections départementales se sont accrues, cette année, d'un lot d'objets gaulois tout à fait exceptionnel. Il s'agit de « disques à gravures monétiformes », dénomination qui indique d'emblée une incertitude sur la fonction exacte de ces artefacts métalliques et par là-même en souligne l'originalité et l'intérêt.

C'est en 1995 qu'était signalée la trouvaille d'un lot de quinze objets archéologiques, mis au jour dans le massif des Bauges, sur le territoire de la commune de Sainte-Reine, par Monsieur Jean-Pierre Berthet. Dans les années qui suivirent la découverte, plusieurs expertises eurent lieu afin d'authentifier ces curieux objets et comprendre leur fonction. En 1996, Michel Dhénin, conservateur en chef au Cabinet des Médailles de la Bibliothèque nationale de France, expert désigné par le Ministère de la culture, en réalise l'inventaire précis, authentifie le lot et le date de la période gauloise : sept disques présentent une gravure de type monétaire au cheval galopant attribué aux Cavares, peuples de la vallée du Rhône, datable des années 70 avant J.-C., deux sont attribués aux Lingones, peuples situés sur un vaste territoire autour de Langres, au type datable des années 80 à 58 avant J.-C., un disque avec un décor en relief de type non monétaire et le reste non déterminable ou fragments de disques sans traces de travail.

Il précise qu'il ne s'agit ni de coins monétaires ni de moules car le métal dont ils sont constitués peut fondre à basse température. Il pense, car il n'existe pas d'objets similaires qui puissent leur être comparés, qu'il pourrait s'agir de modèles ou d'exercices de graveurs.

François Planet, responsable du médaillier du musée des Beaux-Arts de Lyon, consulté en 2000, arrive aux mêmes conclusions sur leur authenticité et pose le problème de leur utilisation en évoquant l'hypothèse d'une étape dans la fabrication des coins monétaires.

Le lot d'objets est ensuite confié, à la fin de l'année 2000, à Jean-Noël Barrandon, directeur de recherche au CNRS et directeur du Centre Ernest-Babelon à Orléans, pour effectuer leur étude métallographique. L'analyse par activation avec des neutrons rapides de cyclotron, méthode globale et non destructive, a montré que la composition des objets va de l'étain pratiquement pur (99,7 %) à un alliage de plomb-étain.

Il a pu mettre ainsi trois groupes en évidence :

- premier groupe : en étain pratiquement pur, rassemble la majorité des gravures du type monétaire au cheval galopant attribuées au peuple gaulois des Cavares.

- deuxième groupe : en alliage plomb-étain avec des teneurs variables en plomb, regroupe un type monétaire du cheval galopant attribué également aux Cavares, un autre de la vallée du Rhône et un fragment illisible

- troisième groupe : en alliage plomb-étain avec des teneurs variables en étain, concerne les deux

gravures du type monétaire attribué au peuple des Lingones, deux de type incertain, une gravure du type monétaire au cheval galopant attribué aux Cavares et un fragment sans trace. Il conclut à une bonne corrélation entre alliages et types monétaires, mais précise cependant que, si ce type d'alliage est bien ancien, il n'est pas utilisé en numismatique.

Enfin, l'ensemble est étudié, en 2003, par Gérard Aubin, conservateur général du Patrimoine, expert en numismatique antique. Il indique que l'avancement de la recherche, entre 1996 et 2003, permet d'attribuer plutôt au peuple gaulois des Allobroges les séries au cheval galopant ainsi que les types monétaires dits au cavalier de la Vallée du Rhône. Il signale que certains disques montrent des gravures de droit, les plus grands, d'autres des gravures de revers, que les représentations monétaires concernent des monnayages en argent et propose, avec prudence, une datation entre 80 et 50 avant J.-C.

Il termine son rapport par une hypothèse d'interprétation de ces disques, sans aucun doute liés à la fabrication des monnaies. Après avoir souligné que deux éléments importants doivent être pris en compte : la gravure en creux et inversée des types monétaires et le support mou, donc facile à graver mais inutilisable comme coin monétaire ou moule ; après avoir mis de côté l'hypothèse d'exercices d'un apprenti graveur, car les représentations montrent une parfaite maîtrise de la gravure, et celle d'ébauches car il n'y a pas de raison de les conserver, Gérard Aubin avance l'idée que ces objets pourraient être des modèles, des « patrons » ainsi qu'il les qualifie dans son expertise.

Il constate, d'après l'étude des monnaies gauloises, que les coins étaient utilisés au maximum de leurs possibilités, et conclut : « ... Cette prolongation de la durée de vie des coins traduit sans doute une difficulté à se procurer de nouveaux coins, que ce soit pour des raisons économiques ou techniques. On conçoit donc le soin apporté à leur fabrication et le souci de ne pas gâcher par une erreur un coin en cours de gravure. Un brouillon ou un modèle était donc précieux. En effet, il était plus facile et plus sûr de reproduire exactement un modèle déjà en creux et inversé que de partir d'un positif (une monnaie) et de procéder mentalement à une double correction (relief-creux ; orientation). En développant cette idée, on peut aussi penser au travail d'un maître graveur qui fournit à un tâcheron un modèle à reproduire sur le coin définitif. Dans cette hypothèse, faut-il penser à du matériel issu d'un atelier de frappe ou bien à celui d'un graveur itinérant transportant avec lui les outils de son art?... »

Il s'agit là de premiers regards dans le cadre de rapports d'expertise. L'évolution de la recherche et peut-être d'autres découvertes de ce type apporteront, souhaitons-le, de nouvelles précisions sur les objets du « trésor » de Sainte-Reine.

Françoise Ballet



Avers
Revers

Une nouvelle toile au musée Faure



Le musée Faure a récemment enrichi ses collections, puisque le 4 juin dernier, à la faveur d'une vente aux enchères chez Maître Jacques Lafaury à Chambéry, il s'est porté acquéreur d'une belle toile d'inspiration romantique, œuvre du peintre suisse Johann-Jacobus Ulrich (1798-1877), « La Cascade de Grézy », sans doute exécutée vers 1850.

Né à Andelfingen dans le canton de Zurich, le jeune Ulrich était destiné à une carrière commerciale, mais abandonna vite ses études pour devenir peintre. Il vint souvent en France, et fut l'élève de Jean-Victor Bertin (1775-1842), l'un des grands paysagistes du début du XIX^e siècle dont le musée Faure possède une aquarelle, d'inspiration très britannique. Car c'est dans la peinture de paysage qu'Ulrich va se spécialiser, notamment dans des représentations de sites montagneux de son pays. Il vint aussi en Normandie pour y peindre des paysages aux côtés des Frères Leprince.

« La Cascade de Grézy » est dans le même esprit que certains paysages qu'il a peints aux alentours d'Annecy, tout à fait représentatifs de l'école romantique. Ce tableau met en relief un site cher au cœur des vieux aixois, mais aujourd'hui tombé en désuétude, les gorges du Sierroz, en aval de Grézy-sur-Aix, qui fut jusque vers 1900 un élément touristique incontournable pour les visiteurs de la Ville d'eaux. Lieu aussi d'un tragique événement, puisque c'est là qu'en 1813, Mme de Broc, l'une des suivantes de la reine Hortense (Hortense de Beauharnais, alors reine

de Hollande), se noya sous les yeux de sa maîtresse. C'est en commémoration de cet accident qu'une stèle fut élevée au pied de la cascade. On aperçoit d'ailleurs le monument sur le côté droit du tableau. De fort belle facture, celui-ci est parfaitement équilibré, dans une palette très délicate où dominent les verts et les bleus, rendant une ambiance très psychodramatique. Comme tout paysage romantique, quelques personnages, touristes de passage, viennent animer la scène sur fond de ciel magnifique. L'œuvre est bien sûr un témoignage important quant à l'aspect du site au milieu du XIX^e siècle, alors que le moulin, au sommet de la cascade, était en pleine activité. Plus tard, un petit bateau à vapeur permit aux visiteurs de venir jusque sous la cascade en remontant les gorges. Les plus illustres personnages en villégiature à Aix, la reine Victoria en tête, vinrent visiter ce lieu. Aujourd'hui rattrapé par l'urbanisation galopante, le site est envahi par la végétation et n'offre plus guère d'intérêt. C'est pourquoi cette évocation peinte est si importante pour la mémoire collective aixoise.

André Liatard





Henri Deville,
Diane, la 3^e héroïne du
Mont-Blanc, aquarelle.

Vingt dessins relatant l'ascension d'Henriette d'Angeville au Mont-Blanc

Le Conseil Général de la Haute-Savoie vient d'acheter pour les Collections départementales une partie des dessins liés à l'ascension d'Henriette d'Angeville au Mont-Blanc en 1838 et commandés par elle. Dix-huit feuilles au format à peu près identique (28,4 x 38 cm), travaillées au crayon graphite, au lavis de sépia ou à l'aquarelle. Très bien conservés, les dessins illustrent les différentes étapes de son ascension. À cela s'ajoutent deux portraits, l'un de Jeanette Garin, la femme de chambre d'Henriette, et l'autre d'Henriette Rath, amie de notre montagnarde.

Il s'agit d'une opportunité rare, les dessins de l'album d'Henriette d'Angeville ayant été dispersés. Henriette d'Angeville (1794 -1871), la deuxième femme ayant gravi le Mont-Blanc, a consigné son expérience dans un album de voyage écrit en 1839 et illustré à son retour par des artistes contemporains à partir de ses esquisses ou de ses indications (Hébert, Deville et Sain).

Henriette d'Angeville n'a jamais pu faire éditer son manuscrit. Une photocopie du texte de celui-ci, actuellement localisée chez les descendants, documente cet ensemble. Un premier travail de recherche et de localisation¹ a permis de pister plusieurs lots passés en vente publique à l'automne 2006, et de les rassembler.

L'ascension, l'album et le *Carnet vert*

L'histoire d'Henriette d'Angeville est bien connue des collectionneurs et passionnés d'histoire de la montagne: deuxième femme à avoir gravi le Mont Blanc, en 1838, elle est la première à avoir organisé cette ascension de sa propre initiative. Marie Paradis, la première, avait en effet plutôt été «entraînée» par ses amis.

Henriette d'Angeville a consigné sur un journal connu sous le nom de « Carnet vert » les détails de son aventure; de septembre 1838 à avril 1839, elle rédige ses notes et commande des dessins à quelques illustrateurs célèbres de l'époque. En tout une quarantaine d'illustrations complètent le texte. Elle semble avoir eu des difficultés à se faire éditer, car pas davantage que pour son ascension, elle ne trouva d'encouragement pour son projet d'édition. L'époque était pourtant devenue friande du genre, depuis l'ascension de Saussure et plusieurs autres, dont la plupart sont conservés dans la collection Payot (Atkins, Auldjo, etc.). Dans son introduction elle annonce: « Dans tous les cas je vais toujours écrire la relation du voyage et faire faire des dessins et portraits; ou ce manuscrit restera unique entre mes mains et pour ma famille après moi, ou il sera traduit et vendu à bon prix. »

Finalement, ce manuscrit ne sera pas publié. Les informations qu'on en connaît proviennent de témoignages anciens recueillis auprès des descendants d'Henriette. Par exemple, Mary Paillon, auteur d'un article dans la revue du CAF qui a recopié le manuscrit recueilli par la nièce d'Henriette d'Angeville. Ou encore, le commandant Gaillard en 1946, qui évalue la double prouesse que représentent, à l'époque, l'ascension du sommet par une femme et sa retranscription sous forme littéraire et artistique.

« Mlle d'Angeville mit quatre mois pour faire exécuter à Genève toutes les illustrations de son album. On admire le tour de force... pour lequel il ne lui fallut pas moins de ténacité que pour son ascension, en faisant faire ces cinquante-quatre illustrations en aussi peu de temps, par huit artistes différents. On imagine les allées et venues, les démarches répétées, les rendez-vous pris et manqués, les séances sans fin et innombrables chez les peintres et dessinateurs pour faire passer dans leur vision et par le truchement de la sienne, les paysages et les scènes qu'elle seule avait vus ». Exploité en partie par un chercheur de la région Alain Bexon, le manuscrit encore en collection particulière a permis de documenter les dessins.

Les vingt dessins acquis

Les dessins acquis, sont principalement l'œuvre de deux artistes Jules Hébert et Henri Deville.

Jules Hébert, peintre de genre au don d'observation extraordinaire, excelle à représenter comme des scènes de genre le progrès de la caravane et les différentes situations auxquelles elle se confronte. Dans une technique simple et efficace (lavis et crayon graphite), il témoigne avec fidélité des procédés et équipements de l'époque (l'escalier de glace, les grands bâtons

1. Effectué par Alain Bexon, que nous remercions de nous autoriser à diffuser ses premiers résultats.

Henri Deville,
Sir et Lady Cullum au
Bois des Pèlerins,
lavis de sépia.





ancêtres de nos piolets, les techniques d'assurance, les échelles pour franchir les crevasses...). Tout cela en rendant sur ces petits formats la perspective de paysages grandioses aux reliefs impressionnants.

Le rapprochement du manuscrit avec l'album rend compte des infortunes et des bonheurs de l'ascension, tant des sentiments personnels d'exaltation, par exemple le plaisir de la « ramasse » – une technique particulière de descente –, que des peurs d'Henriette d'Angeville qui selon ses propres mots, font d'elle une « véritable agonisante ».

Cette vision historique, quasi ethnologique est complétée par celle d'Henri Deville, qui a immortalisé le portrait d'Henriette dans sa célèbre robe à carreaux et son chapeau aux larges bords. Il décrit des scènes plus humaines, voire sentimentales dans le goût naturaliste de l'époque: la chienne d'Henriette d'Angeville, le pauvre de Mr de Saussure demandant l'aumône. Ou plus romantique, plus apprêté, une rencontre avec un couple d'anglais élégants.

À cette série centrée sur la prouesse d'Henriette d'Angeville s'ajoute un portrait de son amie « très chère », Henriette Rath. Celle-ci nous intéresse par un destin féminin aussi remarquable que celui de son amie montagnarde. Douée pour le dessin, elle devint l'élève d'Isabey et créa avec deux autres femmes une académie d'art pour les jeunes filles. Exclue comme femme de la société des Arts elle réussit néanmoins à se faire nommer « associée honoraire » et contribua à réaliser le vœu de son frère, la création du futur musée Rath à Genève. Au-delà de la qualité artistique de ces feuilles inédites, c'est leur valeur historique et ethnographique qui s'impose: tant pour l'histoire de la conquête des cimes que pour celle de l'émancipation féminine par l'écriture et le sport.

En acquérant ce lot de dessins remarquables et si importants pour l'histoire de la montagne, le Département de la Haute-Savoie poursuit l'œuvre de Paul Payot en l'enrichissant. La documentation et le travail de recherche qui continuent de se faire autour de cet album et du manuscrit d'Henriette, aboutiront peut-être un jour à sa publication posthume.

Corinne Chorier



Jules Hébert, de haut en bas, Glacier des Bossons, passage d'une grande crevasse – Pause devant la Pierre de l'Échelle – Un attelage particulier – Après le Grand Plateau, crayon graphite.



Alpiniste française, **Henriette d'Angeville** (1794-1871) est surnommée la « fiancée du Mont-Blanc ». En 1838, elle devient la deuxième femme à atteindre le sommet du Mont-Blanc, après Marie Paradis qui de son propre aveu avait été littéralement traînée jusqu'à la cime en 1808. Insensible à toutes les mises en garde, elle prépare soigneusement son expédition, dessinant elle-même son costume d'ascensionniste et choisissant ses guides. Malgré un coup de fatigue durant l'ascension (elle avait demandé à ses guides de l'ensevelir au sommet si elle venait à mourir en route), Mlle d'Angeville arrive à la cime, s'y attarde, et se fait même hisser sur les épaules de son guide Couttet afin d'être sans conteste la femme la plus haute du monde! Elle s'installe ensuite à Lausanne et fréquente les montagnes jusqu'à un âge avancé. Elle gravit ainsi encore 21 sommets, dont le dernier est l'Oldenhorn (3122 m), dans les Alpes bernoises, en 1863.





Vers le patrimoine de demain

Le patrimoine est déterminé par son contexte culturel. L'analyse des éléments considérés comme patrimoniaux renvoie systématiquement au contexte sociétal, aux préoccupations et à la culture d'une société donnée au moment où elle traduit ses propres productions en patrimoine.

On retrouve ainsi parmi les éléments classés au titre des Monuments historiques, aussi bien des fortifications datant de la période féodale que des bâtiments plus récents, emblématiques de savoir-faire, de tendances architecturales... qui révèlent la conception évolutive du patrimoine de notre société. Ainsi ce n'est pas un hasard si, en Savoie, le château de Miolans à Saint-Pierre-d'Albigny qui rappelle le passé féodal et l'histoire militaire, est classé par arrêté du 16 mai 1944 à la fin de la Seconde Guerre mondiale alors que le chalet de la Grande Ourse, construit en 1937 à Val-d'Isère, qui présente plutôt les débuts de l'aventure des stations de sport d'hiver, est inscrit à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques en 1994 (arrêté du 11 janvier 1994 : salle à manger et son décor), deux ans après les Jeux Olympiques d'hiver d'Albertville.

Aujourd'hui, le contexte culturel se modifie. Les débats sur le changement climatique global ont débuté dans les années 1980. Depuis, le thème a pris une place de plus en plus prégnante dans les champs d'intérêt de la vie associative, des intellectuels et des dirigeants politiques. Cette montée en puissance se retrouve à travers la notion de « développement durable » définie en 1987 par la commission mondiale de l'environnement et du développement, la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement du

mois de juin 1992, celle de Kyoto sur le développement durable en 1993 et plus récemment l'attribution du prix Nobel de la Paix à l'ancien Vice-président Al Gore et aux membres de l'équipe du GIEC. Relayées par les médias, ces préoccupations ont incidemment un impact sur les visions du Monde développées par les sociétés... et donc sur la culture.

Ainsi, en matière d'architecture et d'urbanisme et à des échelons plus locaux, des initiatives de développement durable et de respect de l'environnement deviennent l'objet d'un intérêt croissant. C'est le cas par exemple du quartier Vauban à Freiburg Im Breisgau (Land du Bade-Wurtemberg) en Allemagne. Ce quartier, dont l'origine est au confluent de plusieurs événements – événement nucléaire de Tchernobyl, cession de la caserne de Vauban par la France à l'Allemagne, développement d'un pôle solaire par la ville de Freiburg – se veut particulièrement exemplaire au regard de cette culture naissante qui prône la performance énergétique des bâtiments, l'économie d'espace, la mise en avant des déplacements doux, l'utilisation d'énergie renouvelable... Pour des raisons en partie identiques, le Land du Vorarlberg en Autriche présente lui aussi des réalisations similaires mais appliquées à un contexte plus alpin et moins urbain.

La mise en œuvre de ces principes génère des ensembles urbanistiques spécifiques et des architectures particulières qui participent de cette culture naissante. Aujourd'hui, ils sont reconnus et visités par un public de plus en plus nombreux et constituent les prémices du patrimoine de demain.

Bâtiment d'activité et habitations, quartier Vauban, Freiburg Im Breisgau, Allemagne, Rolf Disch architecte.





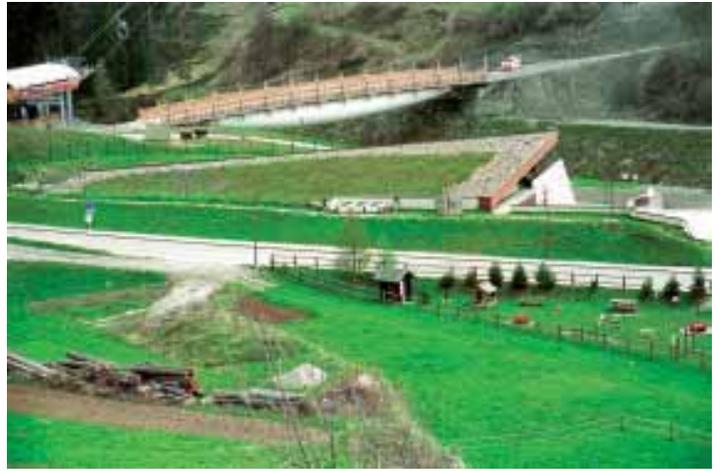
Fenêtres et panneaux solaires, Lycée Monge, Chambéry, Coopérin architecte.



Albertville, école maternelle, Emmanuel Ritz Architecte.

En la matière, la Savoie n'est pas en reste. Équipée dès 1978 d'un Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement, CAUE, elle dispose également de structures telle l'ASDER dont la mission est de promouvoir les énergies renouvelables, l'INES qui innove dans le solaire et le stockage de l'énergie qui peut en être extraite, l'Agence Écomobilité qui œuvre pour les déplacements doux et de nombreuses associations qui entraînent la société savoyarde vers une mutation culturelle et comportementale. Et la prise de conscience des enjeux concernant l'urbanisme et l'habitat de demain par la population s'accélère et s'amplifie aujourd'hui.

Dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme, le lancement de l'appel à projets: « Habitat durable en Savoie » qui s'inscrit dans le cadre de la démarche « Savoie 2020 », impulsée par le



Lanslevillard, au second plan, pont autoporté, Barbeyer & Dupuis Architecte – Au premier plan piscine, Chambre & Vibert architecte.

Conseil général, et en continuité avec les premières rencontres « Vers un nouvel habitat en Savoie » affiche clairement une volonté de repérer et de promouvoir les initiatives pertinentes et novatrices améliorant la qualité urbaine et environnementale de l'habitat. Le CAUE conforte et relaye ainsi les initiatives de particuliers et de collectivités qui fleurissent sur l'ensemble du territoire départemental: maisons en KLH à Bellecombe-en-Bauges et à Montagnole, maisons en paille basse consommation à Lescheraines et à Villard-d'Héry, lotissements bioclimatiques à Challes-les-Eaux, équipements solaires du lycée Monge à Chambéry, mise en place d'une chaufferie bois à Saint-Alban-des-Villars...

Pour autant, l'élaboration de ce nouveau patrimoine architectural se confronte aux patrimoines existants. Même si certains documents d'urbanisme sont incitatifs en la matière, tel celui de Montmélian, ils restent souvent restrictifs et de nombreux articles 11 des Pos ou PLU bloquent souvent l'innovation et la conception d'écohabitat.

Ces deux aspects, d'un côté une volonté de répondre aux préoccupations contemporaines et de l'autre l'inadéquation des règles encore en vigueur, font de ces bâtiments des précurseurs de la nouvelle culture environnementale qui se dessine et à ce titre, peut-être les éléments du patrimoine savoyard de demain.

Cédrik Valet

GIEC. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

ASDER. Association Savoyarde pour le Développement des Énergies Renouvelables.

INES. Institut National de l'Énergie Solaire.

KLH. Panneaux structuraux de grandes dimensions constitués de planches en bois massif, empilées en couches croisées à 90° et collées entre elles sur toute leur surface. Ces panneaux sont destinés à la réalisation de planchers, murs

porteurs, contreventements, supports de couverture... (définition du CSTB). Le KLH a été inventé en Autriche.

Pos. Plan d'Occupation des Sols.

PLU. Plan Local d'Urbanisme.

L'appel à projet *Habitat durable en Savoie*, lancé par le Conseil général de la Savoie au mois de mai 2007 prévoit entre autres de lever les obstacles qui empêchent généralement la réalisation des opérations innovantes en matière de qualité urbaine et

environnementale de l'habitat. Il prévoit également une sélection de lauréats, une remise de prix et une publication des projets pour la fin de l'année 2007 et le courant de l'année 2008.



& OBJETS D'ART

Val d'Isère, la redécouverte d'un patrimoine

Un travail de recensement et de recherche a été effectué sur le patrimoine de Val d'Isère pendant le mois d'août 2007, révélant un certain nombre d'objets mobiliers non protégés, à la fois œuvres d'art mais aussi témoins du passé de la commune.

Réputée surtout pour ses skieurs célèbres et sa station de sports d'hiver, haut lieu des Jeux Olympiques de 1992, Val d'Isère possède également une forte identité transmise par son histoire et offre un patrimoine méconnu dont les vestiges, essentiellement des édifices et des objets religieux, restaient à redécouvrir.

Commanditée par la commune de Val d'Isère et suivie par la Conservation départementale des Antiquités et Objets d'Art, cette mission de recensement avait pour objectif de dresser un « état des lieux » du patrimoine avalin. Une inspection rigoureuse des édifices, ainsi que des recherches menées aux archives communales et départementales, et auprès de la population, ont permis d'établir un inventaire précis du patrimoine de Val d'Isère et de constituer un fonds documentaire. Cette mission a révélé une trentaine d'objets non protégés, ainsi que des bâtiments vernaculaires, chapelles, oratoires, croix, significatifs de l'histoire de la communauté avaline et toujours présents malgré des contraintes de conservation liées à la montagne.

Cette commune de la Haute vallée de Tarentaise, très éclatée géographiquement, possède de multiples hameaux et lieux-dits, qui, parfois à l'abandon aujourd'hui, étaient autrefois très peuplés et possédaient quasiment tous un lieu de culte. Leurs chapelles ont peu à peu disparu, emportées par les avalanches ou les inondations torrentielles, ou bien ont périclité faute de

revenus. Des objets provenant de ces édifices disparus ont subsisté, répartis principalement dans l'église et dans quatre des huit chapelles restantes. Ces édifices ont régulièrement été restaurés par les Avalins, protégeant au fil du temps les objets qu'ils contenaient mais perdant peu à peu leur intérêt culturel. Ils sont aujourd'hui l'objet d'un intérêt patrimonial.

Le centre du village comprend l'église Saint-Bernard-de-Menthon, « témoin » de l'indépendance paroissiale de la commune vis-à-vis de Tignes: en 1634, par décision pontificale, « Laval-de-Tignes » devient en effet une paroisse indépendante. L'ancienne chapelle du XI^e siècle est agrandie de 1635 à 1664, date de la construction du clocher, et transformée en église paroissiale. La majeure partie des objets actuellement protégés au titre des Monuments historiques sont conservés ici, avec notamment le magnifique retable du chœur. Le recensement a notamment mis au jour une vieille cloche datée de « 16IX », qui provient d'un édifice de culte non identifié, ainsi qu'une dizaine d'objets, non encore protégés, présents dans la sacristie.

La chapelle Saint-Roch ou chapelle des Morts, construite au XVII^e siècle, abrite un ensemble hétérogène de statues en bois polychrome et doré des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, protégées au titre des Monuments historiques ou portées au Répertoire départemental depuis 2004. Ces œuvres proviennent de différentes chapelles, et

Bibliographie

- Brigitte Alzieu et Éveline Alzieu-Martin, *Val d'Isère, jadis et naguère*, La Fontaine de Siloé, coll. La chronique de l'Autrefois, 2002.
- Marcel Charvin, *Val d'Isère, Tignes*, Albertville, En Tarentaise Olympique, 1988.
- Marcel Charvin, *Histoires... de Val d'Isère*, Lyon, Éditions du CNRS, 1979.
- F. Gex, *Val d'Isère et la Haute-Tarentaise*. Val d'Isère, Hôtel Parisien, 1922.



Ci-dessus, saint Jean, détail du tableau de la chapelle Saint-Jean-des-Prés, sur le front de neige.

À droite, chapelle Notre-Dame-des-Neiges au Joseray.





le travail de recherche documentaire effectué a permis de retrouver le lieu d'origine d'une dizaine d'entre elles. Deux statues ont pu être attribuées aux sculpteurs Clappier de Bessans et datées de 1631 grâce à une inscription. Leur polychromie d'origine se dissimule probablement sous le repeint apparent plus récent (seconde moitié du XVIII^e ou début du XIX^e siècle). Cette chapelle conserve également des tableaux, protégés eux aussi depuis 2004, qui proviennent des anciennes chapelles de la commune.

Située plus en amont de l'église, la chapelle Saint-Jean-des-Prés, sur le front de neige actuel, contient un tableau de retable non protégé, représentant l'Enfant Jésus, saint Joseph (tenant une fleur de lys) et saint Jean (avec la coupe au serpent). Cette œuvre est d'un format carré de plus d'un mètre cinquante de côté. On peut la dater entre la seconde moitié du XVIII^e siècle et le début du XIX^e siècle.

La chapelle Notre-Dame-des-Neiges, située au hameau du Joseray, domine la vallée du Manchet qui part en direction du col de la Rocheure. Cet édifice relativement spacieux présente une longue nef avec une voûte en berceau, terminée par une abside qui ne comporte aucune décoration, mettant ainsi en évidence le grand tableau du chœur, une *Descente de Croix*. Cette peinture, non signée et non datée, est d'une facture inspirée des caravagesques, avec une certaine maîtrise du clair-obscur et une composition inhabituelle pour ce genre de représentation, cette belle peinture, probablement du XVIII^e siècle, présente un intérêt artistique certain. Le cadre est également très travaillé, on retrouve ainsi des traces de polychromie jaune et bleu, ainsi que des motifs végétaux (palmettes...) en relief. Le soubassement du tableau, composé de 3 gradins en bois traités comme le cadre laissent penser qu'il s'agit du tableau central d'un ancien retable de chapelle qui devait comprendre un autel. Posés de part et d'autre du tableau, deux chandeliers sculptés en bois avec des traces de bleu et d'or, d'une trentaine de centimètres de haut, sont également des objets intéressants de la fin du XVII^e ou du XVIII^e siècle. Ils présentent un certain travail de menuiserie, avec une base en trépied et une inscription au centre. La chapelle Sainte-Madeleine au Fornet, le hameau le plus à l'est du village, conserve quelques objets dont un reliquaire dédié à saint Joseph de Léonessa (1556-1612), un capucin béatifié en 1737 puis canonisé en 1746, une pièce intéressante par son rareté. Cet édifice, détruit et reconstruit à quatre reprises dans le hameau, est très bien documenté par les livres de l'abbé Charvin, véritable mémoire du village, décédé il y a quelques années.

Ce recensement a permis la prise en compte d'un patrimoine vernaculaire constitutif de l'histoire de la commune de Val d'Isère. Son intérêt documentaire permettra d'enrichir la mémoire collective et d'offrir un premier niveau de protection à ces objets dans la perspective d'un projet de valorisation patrimoniale.

Manuel Lasnier



*Descente de Croix, chapelle
Notre-Dame-des-Neiges au Joseray.*



*Cloche du début du
XVII^e siècle, chœur de
l'église Saint-Bernard-
de-Menthon.*



*Chandeliers en bois
monochrome bleu et
dorure, chapelle
Notre-Dame-des-Neiges
au Joseray.*



& OBJETS D'ART



1. Béatifié par le pape Alexandre VII le 28 décembre 1661, canonisé le 19 avril 1665, il est nommé docteur de l'Église le 16 novembre 1877.

2. Quelques œuvres peintes, à l'église de Passy, de Collonges-sous-Salève et de Bessans par exemple, associent l'image de saint François de Sales à ce bienheureux.

Il est vrai que François de Sales a beaucoup œuvré pour sa canonisation mais en vain.

3. Cf. Travaux de la Société d'Histoire de Maurienne, deuxième série, Tome VI – deuxième partie, pp. 32 à 39.

4. Pignol : saint François de Sales, saint Étienne, Saint Antoine Abbé à Saint Jean de Belleville. Jean-Baptiste Jomard : Vierge, saint François de Sales et saint Grat à La Chambre, 1682. Augustin Bertrand : Notre Dame, saint François de Sales, saint Sébastien, saint Roch et saint Dominique à Montpascal, 1749.

5. Un portrait donné par Gabriel Rossillon de Bernex (1657-1734) à l'église Saint-Maurice, membre d'une des familles les plus influentes de Savoie, évêque de Genève en 1697.

Gabriel Dufour et saint François de Sales en Maurienne

Un artiste au service d'un culte

La dynastie des peintres Dufour a fait l'objet de plusieurs communications. Gabriel (1640-1721) est celui qui a laissé le plus grand nombre d'œuvres dans les églises et chapelles de Maurienne. Parmi celles-ci, quatre mettent en scène saint François de Sales (1567-1622), originaire de Thorens. Prince-évêque de Genève, fondateur avec Jeanne de Chantal de l'ordre de la Visitation Sainte Marie en 1610, écrivain réputé pour son *Introduction à la vie dévote* en 1608 et son *Traité de l'Amour de Dieu* paru en 1616, c'est, sans nul doute, le saint le plus connu en Haute-Savoie¹. Quel est le fil conducteur entre l'évêque de la Réforme catholique et le peintre baroque, parangon artistique de la Maurienne? Reçu bourgeois de la ville d'Annecy, le 2 octobre 1627 en échange d'un « *pourtrait tout au long du bienheureux François de Sales, vivant en ce terrestre monde, évêque et prince de Genève, pour mettre dans l'hôtel de ville* », le père de Gabriel, Pierre, dit l'Ancien, est contemporain de François de Sales. C'est en revenant vivre en Maurienne que son fils, Gabriel, peint quatre tableaux pour les églises de Maurienne.

Le plus ancien et le plus intéressant, *le Saint Suaire*, se situe dans l'église de Saint-Michel-de-Maurienne. Peint en 1668 d'après la signature au bas du tableau « *G. Dufour pingebat 2 M [...], 1668* », ce tableau (ci-dessous) résume l'ensemble des thèmes tridentins et dénote une recherche de reconnaissance spirituelle de la part de la Maison de Savoie. En effet, à défaut d'onction sacrée comme la plupart des dynasties

royales, les ducs ont trouvé d'autres symboles: le patronage de l'abbaye de Saint-Maurice-d'Agaune, comme continuité régaliennne entre le royaume de Bourgogne et le comte de Savoie, Hautecombe avec le comte Aimon le Pacifique, fondateur de la Chapelle des princes, instigateur d'un véritable programme architectural et artistique autour de l'ossuaire-nécropole qui, par la suite, jouera un grand rôle historiographique sur fond de légitimité politique. L'acquisition de la relique du Saint-Suaire est le dernier acte de cette quête. Privée et ambulante à l'origine, suivant la cour dans ses pérégrinations, elle est déposée à plusieurs reprises dans la chapelle du château des ducs de Savoie. La bulle papale de 1466 mentionne pour la première fois la *Sainte-Chapelle du Saint-Suaire* et un important pèlerinage se développe alors avec ostentations publiques. Après l'errance de 1536-1559 entre Nice et Verceil puis le transfert de la capitale ducale de Chambéry à Turin en 1563, la relique rejoint définitivement Turin en 1578. Dès ce moment, elle devient un sujet de prédilection pour d'autres peintres tel Gaspard Balduino en 1660 dans une composition similaire pour la chapelle des Pénitents à Nice.

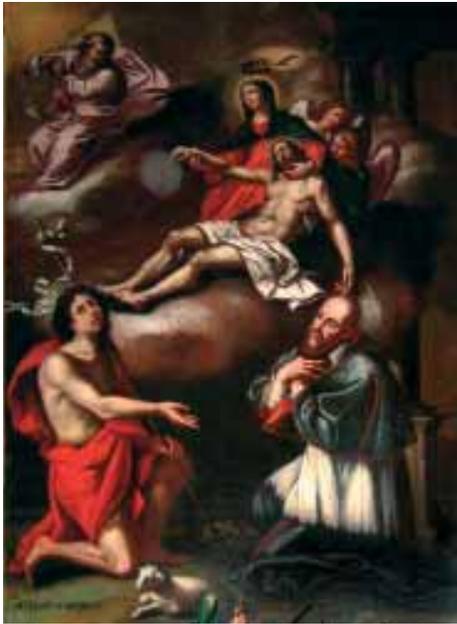
Par réaction aux thèses hérétiques, le concile de Trente met en exergue le culte marial et celui des saints. La composition de cette toile met en scène ces deux thèmes. Le registre inférieur regroupe six saints parmi les plus célèbres: à gauche, saint Pierre et saint Sébastien. Le plus souvent dévêtu dans un traitement sculptural à l'antique, celui-ci est représenté ici dans la tenue de centurion romain. Ce choix pictural n'est pas anodin: fini l'exaltation des beautés du corps, la nudité n'est plus la bienvenue. Les canons esthétiques tendent à revêtir les personnages de costumes de couleurs et de tissus somptueux pour donner une image plus belle et plus riche de l'homme fait par Dieu. En face de lui, saint François de Sales, auréolé du nimbe de sa canonisation toute récente (1665) est en contemplation, bras croisés. La tête, inclinée dans un raccourci, devient une position habituelle que Gabriel Dufour utilise pour ce saint dans tous ses tableaux. Elle fait référence à certaines têtes du peintre El Greco notamment dans son *Enterrement du Comte d'Orgaz*. Près de lui, saint Antoine porteur du Tau, prie dans une attitude inspirée du *Saint François de Paule en prières* de Simon Vouet gravé par Karl Audran d'après Charles Mellin vers 1637. Le linceul laissant bien voir les plaies, le torse et le dos du Christ délimite la partie supérieure. De gauche à droite, le Bienheureux Amédée IX (1435-1472)². A côté de lui, sainte Anne et sainte Agathe, invoquées





& OBJETS D'ART

Mémoire et patrimoine : les représentations de saint François de Sales dans les Pays de Savoie, XVII^e-XIX^e siècle, thèse, CRPFA, Université Pierre Mendès-France, Grenoble.



contre les incendies encadrent la Vierge. À l'extrême droite, un moine à la fleur de lys fait penser à saint Antoine de Padoue.

On rencontre un autre tableau de 1682, venant probablement d'une chapelle, dans l'église de Chateaufort. Il représente une *Vierge à l'Enfant entourée de saints*: saint François de Sales, saint Antoine de Padoue, saint Louis et saint Antoine (détails en vignettes). À partir du XVI^e siècle, une évolution picturale donnant de nouvelles compositions pyramidales, souligne bien la place privilégiée de la Vierge au-dessus de tous les saints.

À Valloire, un troisième tableau figure *saint Pierre et saint François de Sales en adoration devant une Vierge couronnée* (ci-contre, à droite). Le donateur, Pierre Rapin regardant ostensiblement le spectateur, s'est fait représenté dans le coin inférieur droit. Une inscription atteste cette volonté : « *R^e M^e Claude Pierre Rapin Fondateur a fait faire ce tableau l'an 1682* ». Une récente restauration par Isabelle Rollet en 2004 fait apparaître, en bas à droite, une seconde signature « *Dufour 1684* ». Enfin, la chapelle de Beaufort à Montaimont abrite une *Pietà avec saint François de Sales et saint Jean Baptiste* datée 1683 (ci-dessus).

Que peut-on retenir de cette série? Tout d'abord l'importance des représentations de saint François de Sales en Maurienne. Il est le seul saint de la période moderne avec saint Charles Borromée et sainte Thérèse d'Avila à occuper cette place de prédilection dans les œuvres picturales. Néanmoins, ce n'est pas l'écrivain ou le fondateur d'ordre comme dans tant de représentations en Haute-Savoie que les commanditaires ont souhaité. Il faut donc trouver ailleurs sa notoriété. François de Sales connaît bien cette vallée, couloir d'accès au Piémont. Il la traverse à plusieurs reprises : en 1588, lorsqu'il termine ses études à Padoue, puis en 1598, lors de son voyage à Rome après sa mission victorieuse dans le Chablais, encore en 1613, lors d'un pèlerinage sur le tombeau de saint Charles Borromée et enfin en 1622, se rendant à Pignerol pour présider un Chapitre des Feuillants. Mais sa réputation de sainteté gagne cette population de

montagne grâce à un de ses miracles : la résurrection de Jérôme Genin de Sainte-Hélène-du-Lac, le 29 avril 1623. Ce miraculé devient curé de La Rochette et répand son culte dès la canonisation de François³. Au même titre que ceux qui l'entourent, le saint, thaumaturge et protecteur, invoqué habituellement pour les dangers en montagne, est bien l'objet de la commande passée à Gabriel Dufour.

À défaut de créativité plastique, la qualité de ses œuvres montre le talent de copiste de cet artiste à partir de modèles fournis par ses frères, peintres à la cour de Savoie ou de gravures vendues par les colporteurs. La dévotion de cet artiste-artisan, probablement bon catholique, s'inscrit dans le dessin des mains. Selon les saints, elles représentent toutes les manières de prier. Celles de saint François de Sales, longues et fines, semblent inspirées de la *Madeleine pénitente* de Philippe de Champaigne. Gabriel contribue ainsi au culte de saint François de Sales en Maurienne et influence les artistes contemporains dans leur représentation de ce saint⁴. Ce travail de recherche iconographique met en relief une manière picturale permettant, vraisemblablement, l'attribution à cet artiste d'œuvres non signées, et l'élargissement du champ d'influence des Dufour⁵.

Josette Curtil





INDUSTRIEL

Regards industriel et thermal

Vers une connaissance patrimoniale de l'eau des deux Savoie

Conscients des enjeux de la gestion de l'eau dans leurs territoires montagnards, zones essentielles en terme de ressource, les départements de Savoie et de Haute-Savoie œuvrent depuis plusieurs décennies et en partenariat avec d'autres structures pour assurer à tous une eau de qualité et de quantité appréciables et appréciées, pour tous les usages et en travaillant à leur restitution aux milieux naturels. Ces utilisations diverses se combinent avec une demande croissante des usagers et avec une population en constante augmentation. Ces enjeux socio-économiques entrent en confrontation avec ceux des milieux naturels dont l'équilibre est à préserver. Fort de ce constat, les Directions des Affaires Culturelles des deux départements ont souhaité réaliser une étude prévisionnelle dont l'objectif serait d'analyser dans une perspective historique les captages à usages thermaux et industriels de l'eau. Élodie Kohler

Ci-dessous, vue de l'usine d'aluminium de Saint-Jean-de-Maurienne dans son environnement : la conduite forcée amenait la ressource motrice sur le lieu de production. Début du XX^e siècle. ADS 2Fi 5276.



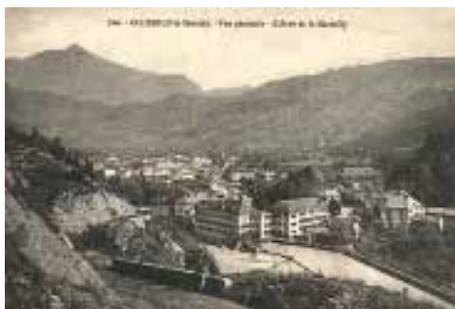
Une notion patrimoniale contemporaine

Le terme « prise d'eau » peut paraître scientifique et difficilement identifiable. Il comprend tous les éléments permettant de capter et de canaliser de l'eau par des moyens simples ou complexes tels que des biefs, des barrages, etc.

L'étude s'oriente sur les sources et les rivières, du point d'émergence jusqu'à l'utilisation. Un aménagement hydroélectrique illustre parfaitement ce focus. Ainsi, le champ d'étude couvre le captage de la rivière ou de la source, avec son stockage en retenue ou non, puis l'identification de son transport, en conduite forcée ou non, jusqu'à son utilisation comme force motrice dans une turbine.

Une méthodologie de travail à construire

Le premier axe de cette étude est de définir et de quantifier les ressources documentaires sur le sujet (Archives départementales, des services administratifs publics, privés, ouvrages spécialisés, etc). En parallèle, le travail de fond définit le niveau d'exigence des données à collecter lors de l'inventaire. Ensuite, la fiche d'inventaire se construit autour de termes techniques et descriptifs, parallèlement à l'identification des sites à inventorier. Par ailleurs, le calendrier de travail et le prévisionnel humain et financier sont élaborés. Enfin, le dernier point de réflexion s'est orienté sur la restitution des données collectées, partie visible de l'inventaire.



Le patrimoine lié à l'eau dispose d'une image idéalisée, un moulin avec sa roue situé sur le bord d'une rivière, image pittoresque mais néanmoins réelle pour les deux Savoie. Toutefois, l'exploitation de la ressource « eau » a été largement structurée depuis le début du XIX^e siècle par l'industrie, et dans une moindre mesure, par le thermalisme. L'eau a toujours tenu une place prépondérante dans le développement économique des Alpes¹. À titre indicatif, à ce jour, un quart de l'eau est exploité pour l'industrie².

Les conseils généraux de la Savoie et de la Haute-Savoie, sous l'égide de l'Assemblée des Pays de Savoie, ont lancé une étude de programmation d'un inventaire sur les prises d'eau à usage thermal et industriel. Cette ouverture thématique s'insère dans la mouvance d'identification, de connaissance du patrimoine industriel et d'une volonté de réflexion sur l'utilisation d'une ressource périssable.

1. Barbier (V), « La Savoie industrielle », in *Mémoires de l'Académie de Savoie*, t.I et t.II, Chambéry, 1875.
2. Source DRIRE Rhône-Alpes.

À droite, usine Carpano et Pons à Cluses avec son aménagement, au fil de l'eau, sur l'Arve. La prise d'eau comprend une retenue avec des écluses. Début du XX^e siècle. ADHS 8Fi CLUSES 06.



Un inventaire, un outil de travail interactif

Le travail de recensement du patrimoine hydraulique devrait enrichir l'étude thématique. L'enjeu de cet exercice, croisant documentation et terrain, serait d'ouvrir le cercle des spécialistes. En ce sens, une base de données, complétée par un Système d'Information Géographique (SIG), serait créée. Ainsi, chaque acteur du domaine de l'eau ou un particulier pourrait trouver des informations techniques et historiques afin de connaître l'état de la ressource « eau » dans les deux Savoie. Cette volonté d'interaction entre professionnels et néophytes amorcerait une dynamique sur le partage des informations et lancerait la réflexion. En complément de cette approche, une série d'études ciblées serait réalisée pour mieux comprendre les territoires, les bassins versants ou les typologies d'implantations industrielles. Ce travail, prolongement de l'inventaire proprement dit, permettrait de répondre à des besoins ponctuels de collectivités territoriales ou d'acteurs du patrimoine (associations de sauvegarde et de valorisation, musées, centres d'interprétation, maisons du patrimoine). Ce dernier point montre bien l'étendue que peut recouvrir un inventaire du patrimoine : savoir historique, aménagement du territoire, valorisation du patrimoine, développement durable...

Cette étude de préfiguration a ainsi pour objectif de faire émerger la viabilité et l'intérêt d'un tel inventaire et de définir les potentialités d'exploitation des données, dans un contexte économique en mouvement et dans une perspective patrimoniale de connaissance et de valorisation.

Yannick Milleret



Carte dessinée par Jérôme Deviet

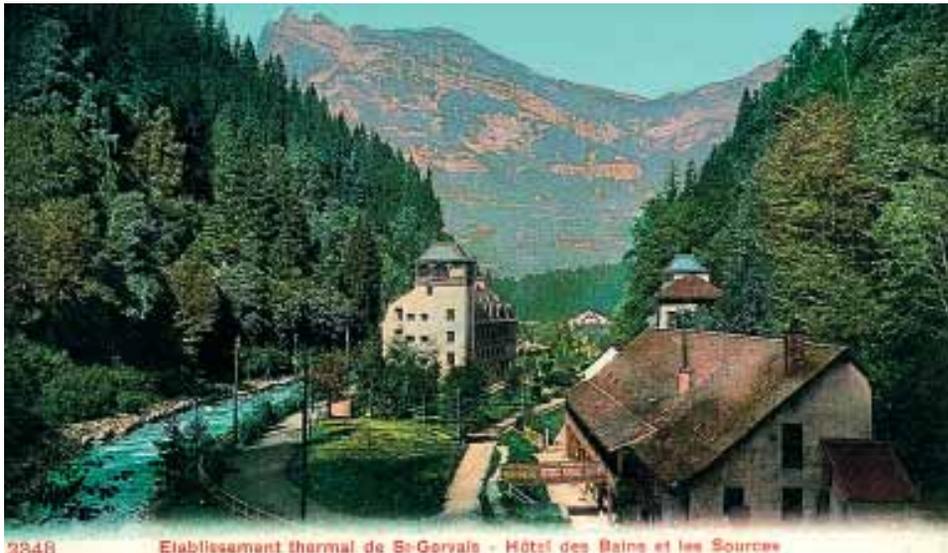
La carte propose un découpage schématique des bassins versants de Savoie et de Haute-Savoie. Elle illustre la dualité entre les découpages administratifs et la logique géographique. Deux exemples sont présents sur cette carte, les bassins du « Léman » et du « Rhône et petits affluents » sont chacun scindé en trois espaces. Ce constat confirme l'intérêt d'une démarche d'inventaire sur les deux territoires savoyards.



La conduite autoportante de l'usine d'aluminium de Saint-Jean-de-Maurienne. ADS 2Fi 5275.



Établissement thermal de la Bauche-les-Bains. ADS 2Fi 7379.



3348 Etablissement thermal de St-Gervais - Hôtel des Bains et les Sources

Établissement thermal de Saint-Gervais-les-Bains au premier plan et l'hôtel au second, photographie depuis le Bon Nant. Début du XX^e siècle. ADHS 8Fi STGERVAIS 064.



INDUSTRIEL

Femme papillon, aluminium moulé et ciselé, style Art nouveau (1895-1905), sculpteur Henryk Kossowsky le Jeune (1855-1921). Collection Jean Plateau – IHA – © photopassion.



Escalier des accumulations.

Contact

Espace Alu
Place de l'Église
73140 Saint-Michel-de-Maurienne
tél. 04 79 56 69 59

Ouverture

En période scolaire : mercredi, vendredi et samedi de 14h à 18h
Pendant les vacances scolaires, zones A, B, C (Toussaint, Noël, hiver, Pâques) : du lundi au vendredi de 14h à 18h
Juillet / août : tous les jours de 10h à 12h30 et de 14h à 18h30

Fermeture annuelle

De mi-novembre à mi-décembre (sauf cette année), les 1^{er} janvier, 1^{er} mai et 25 décembre.

Groupes et scolaires : tous les jours sur réservation

Tarifs

Adulte 5€
Réduit 4€
Jeune 3€
Enfant – 7 ans : gratuit

Ouverture de l'Espace Alu à Saint-Michel-de-Maurienne

premier musée au monde entièrement dédié à l'Aluminium

Situé au cœur de la vallée de l'Aluminium qui a vu naître à la fin du XIX^e siècle l'industrialisation de ce métal, l'Espace Alu après plusieurs années de mobilisation, d'engagement et de travail a ouvert ses portes le 29 octobre dernier.

Historique

En 1992, des passionnés d'histoire locale fondent l'AMMA (Association du Musée Mauriennais de l'Aluminium) dans le but de sauvegarder la mémoire industrielle de la vallée en réalisant un centre d'interprétation. Pendant plusieurs années, l'association récupère divers objets et documents avant de chercher un porteur de projets. La quête est longue, ce n'est qu'en 1999, après divers refus, que la commune de Saint-Michel-de-Maurienne relève le défi.

La commune de Saint-Michel-de-Maurienne prend la maîtrise d'ouvrage

En 2002, la mairie constitue un comité scientifique. Elle est rejointe par le Conservatoire National des Arts et Métiers, l'Institut pour l'Histoire de l'Aluminium, la Conservation Départementale du Patrimoine, le CcSTI de Savoie, l'Usine Alcan de Saint-Jean-de-Maurienne, l'Association Solid'Art, l'AMMA et une médiatrice scientifique (Florence Hachez-Leroy). Une étude de faisabilité est réalisée par un cabinet de programmation (Abaque), le bâtiment de l'ancien presbytère près de l'église est retenu. En juin 2003, afin de suivre le projet, de chercher des subventions et de préparer la collection du futur musée une chargée de mission est recrutée. En 2004, un cabinet d'architecture (Bechetoille) et un scénographe (Pig Images) sont retenus et les travaux sont engagés en avril 2006.



*Espace Alu, Musée de l'Aluminium, place de l'Église à Saint-Michel-de-Maurienne
musecalu.stmicheldemaurienne@wanadoo.fr*

600 m² d'explications et d'expositions

Le 29 octobre dernier les premiers visiteurs ont pu découvrir le site. Du point de vue architectural, le bâtiment visuellement marquant s'intègre harmonieusement avec l'environnement extérieur. La façade est recouverte d'un enduit couleur bauxite et le dernier niveau surélevé d'un mètre est recouvert de vantelles en aluminium. L'intérieur est en lumière contrôlée, les fenêtres sont obstruées pour permettre des effets d'éclairages. L'espace d'exposition se répartit sur 3 niveaux de 200 m² chacun, agencés tout en rondeurs et courbes. Beaucoup de soins ont été apportés à la scénographie et au contenu permettant une immersion totale dans le monde industriel explicité par différents niveaux de lectures s'adaptant aux visiteurs. Ce centre d'interprétation ludique et interactif retrace l'aventure mondiale et locale de l'aluminium sous tous ses aspects (scientifique, économique, industriel, culturel et social) et intègre également une belle collection d'objets et d'outils.

Un trait d'union entre l'industrie et le tourisme

Les objectifs de l'Espace Alu sont multiples :

- conserver la mémoire du patrimoine industriel et identitaire de la Maurienne.
- mettre en valeur une collection de 3000 photos, 900 objets de fabrication, 1500 objets du quotidien ainsi que des témoignages oraux pour devenir à long terme un centre documentaire de référence.
- être une « locomotive » de valorisation touristique du canton.
- donner une image moderne et dynamique de la ville de Saint-Michel-de-Maurienne en espérant quelques retombées commerciales.

Carine Bunel



Le temps des objets.

Notes de lecture

L I V R E S

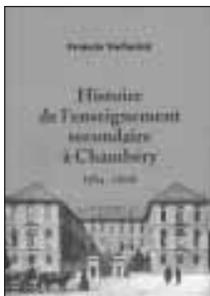
Seigneurie, Féodalité et Noblesse en Maurienne du XI^e au XVIII^e siècle,

Philippe Demario, *Société d'Histoire et d'Archéologie de Maurienne*, 2006, 24 €
 A l'occasion de ses 150 ans, la SHAM publie un important travail de synthèse sur la féodalité et les familles nobles de Maurienne du moyen-âge au XVIII^e siècle. Un ouvrage qui fait écho aux recherches passées de la SHAM tout en leur ouvrant de nouvelles pistes comme l'explique Pierre Dompnier en début de volume. Après un rapide tour d'horizon des origines de la féodalité au haut moyen-âge, la première partie de ce livre analyse les droits féodaux, la noblesse et ses pouvoirs dans un contexte de rivalité entre les grands seigneurs de Maurienne que sont le comte de Savoie, l'évêque et les abbayes de La Novalaise et Saint-Michel-de-la-Cluse. Du début de l'ère féodale au XI^e siècle, à son déclin au XVIII^e siècle, tous les aspects du pouvoir seigneurial sont abordés. Une seconde partie propose une approche sérielle des familles nobles et des seigneuries ecclésiastiques mauriennes.



Histoire de l'enseignement secondaire à Chambéry 1564-2006,

Francis Stefanini, 2007, 17 €
 Francis Stefanini, membre de l'Académie de Savoie, a déjà livré un ouvrage intitulé *La naissance des écoles primaires à Chambéry 1860-1914*. Lui faisant suite, il publie aujourd'hui une *Histoire de l'enseignement secondaire de Chambéry - 1564-2006*. Il s'agit d'un ouvrage de référence qui compile des sources documentaires importantes, il en est pour



preuve l'importante bibliographie mentionnée. Au-delà de l'histoire de chaque établissement secondaire de Chambéry, l'auteur replace son propos dans les contextes particuliers de l'histoire générale de l'enseignement en duché de Savoie et royaume de Sardaigne, puis de l'enseignement en France impériale à partir de 1860 ou républicaine après 1870. Il parvient ainsi à broser une histoire synthétique de l'enseignement général et des établissements secondaires de Savoie. Sont ainsi traités successivement l'enseignement secondaire masculin, l'enseignement secondaire féminin, l'enseignement secondaire technique et professionnel, l'enseignement agricole, l'institution des sourds de Cognin, et pour clore l'étude, l'enseignement secondaire privé.

Les fortifications françaises du Mont-Cenis 1890-1945, Turra, Mont-Froid, Sollières, Revets et Arcellins,

Laurent Demouzon, 2007, 34 €
 Cet ouvrage richement documenté présente le système défensif français mis en place de 1890 à 1940 autour du col du Mont-Cenis pour protéger ce passage clef de la Maurienne. Il s'agit d'une histoire profondément humaine et vivante dans la mesure où le récit s'appuie sur les témoignages « d'anciens ». L'épopée de la construction de la caserne Napoléon de Lanslebourg, des baraquements d'altitude de la Turra, puis du fort du



même nom, des abris du Pas de la Beccia et du poste de Sollières prennent vie à cette évocation. L'auteur s'appuie sur de nombreux documents historiques dont 221 photographies anciennes qui nous permettent de relier le vécu et l'écrit à l'image. La vie quotidienne de l'Armée des Alpes, rude, sans être austère est ici relatée en détail. Des anecdotes sont racontées dont celle du fameux chien Flambeau, mascotte des troupes alpines dans les années trente. Les combats acharnés de la dernière guerre mondiale sont retracés avec précision et illustrés par une iconographie inédite. En conclusion, une réflexion sur la fin des fortifications et leur valorisation patrimoniale est proposée au lecteur.

Colette Richarme, une artiste, une vie, une œuvre,

ouvrage collectif, *Musée d'Art et d'Histoire d'Albertville*, 2007, 25 €
 Cet ouvrage, sorti à l'occasion de l'exposition du musée d'art et d'histoire d'Albertville : *Laissez-vous conter Colette Richarme*,



est bien plus qu'un catalogue. Il se veut à la fois biographie de l'artiste - née à Canton, Colette Richarme (1904-1991) est restée très attachée à Albertville dont sa famille est originaire - analyse de sa technique et de son style de peinture entre abstraction et figuration, de ses interrogations de créateur et de son œuvre mettant en exergue ses principales expositions à Paris et à Montpellier. Une large place est d'ailleurs laissée à l'expression de sa pensée, qu'elle a matérialisée par différents écrits. On découvre une artiste moderne attachante, sensible et méticuleuse, à

la réflexion artistique nourrie par une volonté d'apprendre des techniques différentes. Sa recherche sur les couleurs, notamment, revêtait une importance toute particulière. Pour ceux qui, ayant visité l'exposition, voudrait aller plus avant, un chapitre analyse les œuvres présentées.

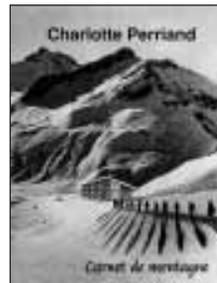
Entre Genève et Mont-Blanc au XIV^e siècle, Enquête et contre-enquête dans le Faucigny delphinal de 1339,

Nicolas Carrier et Matthieu de la Corbière, *Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève*, 2005, 38 €
 Nicolas Carrier et Matthieu de la Corbière ont entrepris de transcrire partiellement les deux enquêtes réalisées en 1339 lors du projet de vente des terres du dauphin Humbert II au pape Benoît XII, en se limitant toutefois à ce qui était alors le diocèse de Genève et la seigneurie de Faucigny. Ces documents furent réalisés à l'occasion des tractations avortées qui auraient pu amener le pape Benoît XII à acquérir la suzeraineté d'une partie de la principauté dauphinoise. Leur intérêt provient de ce qu'elles proposent un double regard, celui du vendeur, le dauphin, et celui de l'acheteur potentiel, le pape, sur les terres en question. Elles délivrent des informations à la fois politiques, sociales, économiques et architecturales sur la société d'alors. Outre les documents originaux, traduits et annotés par les auteurs, le lecteur trouvera également une histoire contextuelle avec généalogie des sires de Faucigny.



Carnet de montagne de Charlotte Perriand,

sélection de textes et images par Roger Aujame et Pernelle Perriand-Barsac, *Maison des Jeux Olympiques d'hiver, Albertville*, 2007, 21 €
 Ce carnet de montagne a été conçu et réalisé par la Maison des Jeux olympiques d'hiver à l'occasion de l'exposition « Charlotte Perriand et la montagne ». Il résulte de l'inventaire d'archives, de cartes et revues portant sur la montagne, ayant appartenu à Charlotte Perriand. De nombreuses photos retrouvées par sa fille Pernelle Perriand-Barsac accompagnent ces documents qui révèlent une montagnarde aguerrie, dont les sorties n'avaient rien à envier aux meilleurs alpinistes. Ils sont l'occasion d'évoquer successivement son lien privilégié avec la montagne, duquel découle une création architecturale originale, inspirée et avant-gardiste, adaptée au milieu alpin. Ses projets, ses réalisations en tant qu'architecte à Mérébel et surtout aux Arcs se découvrent au fil de la lecture et prennent vie grâce aux nombreux documents iconographiques associés.



Vinciane Néel



Actualités
patrimoines
p. 3 à 8
Dossier
collections
p. 9 à 17
Architecture
p. 18 & 19
Antiquités
& objets d'art
p. 20 à 23
Patrimoine
industriel
p. 24 à 26
Livres
p. 27